



## Rapport de résultats 2021

### Programme ENTREPRENA

### Intervention Développement de l'entrepreneuriat agricole sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou

### Guinée

GIN 1701411



# Table des matières

<b>1</b>	<b>ACRONYMES</b> .....	<b>5</b>
<b>2</b>	<b>APERÇU DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>7</b>
2.1	FICHE D'INTERVENTION.....	7
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE .....	9
2.2.1.	<i>Pertinence</i> .....	9
2.2.2.	<i>Efficacité</i> .....	9
2.2.3.	<i>Effcience</i> .....	9
2.2.4.	<i>Durabilité potentielle</i> .....	10
2.2.5.	<i>Conclusions</i> .....	10
<b>3</b>	<b>SUIVI DES RESULTATS</b> .....	<b>12</b>
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE .....	12
3.1.1	<i>Contexte eneral et institutionnel</i> .....	12
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i> .....	12
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME .....	14
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	14
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	15
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 .....	19
3.3.1	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	19
3.3.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	19
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 .....	20
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	20
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	20
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	21
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 .....	24
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	24
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	24
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	24
3.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	26
3.6.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	26
3.6.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	27
3.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	27
3.7	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5 .....	29

3.7.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	29
3.7.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	30
3.7.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	30
<b>4</b>	<b>SUIVI BUDGETAIRE</b> .....	<b>32</b>
<b>5</b>	<b>RISQUES ET PROBLEMES</b> .....	<b>33</b>
<b>6</b>	<b>SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES</b> .....	<b>39</b>
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE.....	39
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS.....	39
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES.....	40
<b>7</b>	<b>THEMES TRANSVERSAUX</b> .....	<b>41</b>
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	41
7.2	GENRE.....	41
7.3	DIGITALISATION.....	41
7.4	EMPLOIS DECENTS.....	42
<b>8</b>	<b>LEÇONS APPRISSES</b> .....	<b>42</b>
8.1	LES SUCCES.....	44
8.2	LES DEFIS.....	45
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE.....	46
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES.....	48
<b>9</b>	<b>PILOTAGE</b> .....	<b>49</b>
9.1	MODIFICATIONS APPORTEES A L'INTERVENTION.....	49
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	49
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES.....	49
9.4	RECOMMANDATIONS.....	50
<b>10</b>	<b>ANNEXES</b> .....	<b>51</b>
10.1	CRITERES DE QUALITE.....	51
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR.....	55
10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL).....	57
10.4	APERÇU DES MoRE RESULTS.....	57
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) ».....	58
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	63

## Photos

Photos 1 : Visite du Ministère de la coopération et de l'ambassade de Belgique .....	10
Photos 2 : Plantations d'ananas géoréférencées dans les préfectures de Kindia .....	17
Photos 3 : Plantations de mangue géoréférencées dans les préfectures de Kindia, Forecariah, Coyah .....	17
Photos 4 : Périmètre irrigué de Botobofel (à gauche) et réplique sur initiative privée (à droite) .....	18
Photos 5 : Pratique d'agriculture durable.....	21
Photos 6 : Coaching d'entrepreneurs .....	22
Photos 7 : Voyage d'échanges entre organisations de producteurs.....	23
Photos 8 : Remise de kits GFEC .....	26
Photos 9 : Magasin de stockage de Solaya Bamba .....	27
Photos 10 : Cérémonie de lancement des travaux de Daboya .....	28
Photos 11 : Visite de chantier.....	28
Photos 12 : Plateforme de la FEPAF.....	31
Photos 13 : Travaux en HIMO de jeunes « Integra » sur le chantier de Daboya.....	39

Photos de couverture : Visite d'un business coach à une productrice d'ananas et jeunes entrepreneurs en visite pour leur formalisation

# 1 Acronymes

ACDI	Agence Canadienne de Développement International
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activité Génératrice de Revenu
AHA	Aménagements Hydro Agricoles
AHT group	Bureau d'ingénierie
AID	Appui aux Incitatives de Développement
AMIFA	Atlantic Micro Finance For Africa
ANASA	Agence Nationale de Statistiques Agricoles
ATN	Assistant Technique National
BES	Bureau d'Exécution Stratégique (rattaché à la Primature)
BIG	Banque Islamique de Guinée
BTGR	Bureau Technique de Génie Rural
CEDEAO	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
COLEACP	Comité de Liaison Europe Afrique Caraïbes Pacifique
CRG	Crédit Rural de Guinée
DAKMA	Développement Agricole dans les Régions de Kindia - Mamou
DEA-CKM	Développement de l'Entreprenariat Agricole sur l'axe Conakry- Kindia - Mamou
DID	Développement International Desjardins
DPA	Direction Préfectorale de l'Agriculture
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
EC	Economie Créative
EF	Entreprenariat Féminin
EST	Expertise Sectorielle et Thématique
EU	Entreprenariat Urbain
EUCORD	European Cooperative for Rural Development
FEPAF-BG	Fédération des Planteurs de la Filière fruit de la Basse-Guinée
FEPAF-BG	Fédération des Planteurs de la Filière fruit de la Basse-Guinée
FPFD	Fédération des Paysans du Fouta Djallon
FIDA	Fonds International de Développement Agricole

FINADEV	Financial Development
GNF	Franc Guinéen
GRET	Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
IF	Institution Financière
IMF	Institution de Micro Finance
INTEGRA	Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée
ITC	International Trade Center
MGE	Maison Guinéenne de l'Entrepreneur
MPME	Micro Petite et Moyenne Entreprises
OI	Oser Innover
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU DI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OF	Organisation de filière (au niveau de la production, transformation ou de la commercialisation)
OP	Organisation de Producteurs
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
PNIASIAN	Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
REFILA	(Projet de) Relance de la Filière Ananas
RGTA	Réseau Guinéen de Traction Animale
SANITA	Programme de Développement et d'Assainissement Urbain en Guinée
SGG	Société Générale de Guinée
UNCDF	United Nations Capital Development Fund

## 2 Aperçu de l'intervention

### 2.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	Développement de l'entrepreneuriat agricole sur l'axe Conakry - Kindia - Mamou
<b>Code de l'intervention</b>	GIN 1701411
<b>Localisation</b>	Guinée- Axe Conakry - Kindia - Mamou
<b>Budget total</b>	11.500.000 euros
<b>Institution partenaire</b>	Ministère de la Coopération et de l'Intégration Africaine (Présidence CoPil) Ministères techniques sectoriels : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère de l'Agriculture – Directions régionales de l'Agriculture de Kindia et Mamou ;</li> <li>• Ministère du Commerce ;</li> <li>• Ministère de l'Industrie et des PME</li> </ul>
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	14-déc-18
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	01/02/2019 (prise de service IM)
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	30 juin 2023
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	31 déc-2023
<b>Groupes cibles</b>	Entrepreneurs actifs dans les filières ananas, mangue et pomme de terre dans des milieux ruraux et urbains sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou Structures (publiques/privées) offrant des services aux entrepreneurs
<b>Impact<sup>1</sup></b>	Contribuer à la création d'emplois décents et de qualité et à l'augmentation de revenus stables et durables des hommes et des femmes entrepreneurs sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou
<b>Outcome</b>	Améliorer de manière inclusive et durable la compétitivité des entrepreneurs actifs dans les filières ananas, mangue

<sup>1</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

	(maillons post-récolte) et pomme de terre, sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou.
<b>Outputs</b>	Les besoins de renforcement et les niches de développement des filières ciblées sont identifiés.
	L'accès des entrepreneurs des filières ciblées aux appuis technico-économiques et à l'innovation est amélioré.
	L'accès des entrepreneurs des filières aux services financiers est amélioré par l'articulation des fournisseurs de services et l'introduction des produits financiers innovants
	L'environnement des affaires et la gouvernance des filières ciblées sont améliorés à travers une meilleure articulation des acteurs et la réalisation des investissements structurants.
	L'offre de services numériques pour les entrepreneurs des filières et l'utilisation des nouveaux outils digitaux sont renforcées
<b>Année couverte par le rapport</b>	2021

## 2.2 Auto-évaluation de la performance

### 2.2.1. Pertinence

	Performance
Pertinence	A

En contribuant à l'amélioration de la compétitivité des chaînes de valeurs, en facilitant l'accès au financement, l'Intervention d'appui au développement de l'entrepreneuriat agricole (appelé Entrepreneuriat agricole dans la suite de ce rapport) participe à la mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur privé en Guinée. L'intervention Entrepreneuriat agricole est aussi bien alignée sur les axes clés du Plan National d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle 2018-2025 (PNIASAN) ; à l'image du PNIASAN, l'intervention contribue à l'accroissement de la productivité des filières retenues (ananas, mangue, pomme de terre), la modernisation des infrastructures et aménagements productifs.

### 2.2.2. Efficacité

	Performance
Efficacité	A

L'exécution 2021 de l'intervention a été particulièrement efficace ; la performance opérationnelle (réalisation/planification budgétaire) 2021 est de 105%.

L'intervention adresse les principales contraintes au développement de l'entrepreneuriat dans les filières retenues : accès au financement (équipement, fonds de roulement), accès à l'accompagnement technique, accès aux infrastructures de qualité infrastructures des filières agricoles.

Entrepreneuriat Agricole (Entrepreneuriat Agricole) prend en compte des contraintes clés auxquelles sont confrontés les entrepreneurs agricoles. Enfin, l'intervention adapte sa mise en œuvre au contexte (COVID 19, contexte institutionnel / politique).

### 2.2.3. Efficience

	Performance
Efficience	B

La plupart des activités sont exécutées dans les délais grâce à la disponibilité à temps des intrants requis. Le processus d'approbation de l'abondement du fonds de garantie de la Fédération des Paysans du Fouta Djallon a pris du temps ; en effet, il s'agit d'un cas qui ne correspond pas « sensu stricto » aux situations prévues dans la « Note sur la mise en œuvre des fonds de garantie prévus dans les portefeuilles via des subsides ». Certains travaux d'infrastructure (aménagements hydro agricoles) ont été retardés en raison de la défaillance d'un prestataire en charge des études préalables.

#### 2.2.4. Durabilité potentielle

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	<b>B</b>

La démarche et les stratégies de l'intervention sont bien comprises et appropriées par les principales prenantes. Il s'agit de renforcer les MPME à se développer grâce à leurs performances, à leur réseau de relations dans un cadre adapté.

La collaboration avec l'administration est globalement satisfaisante. A la différence des départements en charge de l'appui au développement du secteur privé, l'appui au développement de l'entrepreneuriat agricole semble moins affirmé et explicite au niveau du Ministère de l'agriculture. L'intervention envisage d'organiser des échanges avec les nouvelles autorités en charge du département de l'agriculture afin de faire initier, endéans de la stratégie de relance du secteur privé, l'élaboration d'une stratégie d'appui à l'entrepreneuriat agricole,

Certains risques sont toujours d'actualité quant à la durabilité des effets de l'intervention : capacité faible des partenaires, faiblesse des services publics (ressources humaines, moyens de travail etc), tensions politiques.

Photos 1 : Visite du Ministère de la coopération et de l'ambassade de Belgique



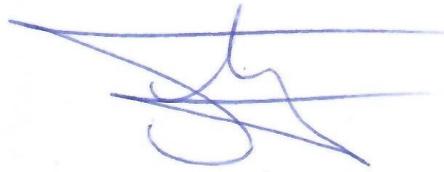
#### 2.2.5. Conclusions

L'intervention Entrepreneuriat Agricole a réalisé des avancées significatives dans sa mise œuvre et la réalisation de ses résultats. Au titre des résultats clés, on peut retenir :

- Amélioration de la performance d'entrepreneurs actifs dans les filières ananas/mangue, pomme de terre : augmentation des volumes d'activités et des chiffres d'affaires, amélioration des pratiques agricoles grâce aux conseils de gestion (75% des producteurs de pomme de terre concernés), à l'application de bonnes pratiques de production (hausse régulière des rendements de l'ananas de 2018 à 2021 de 40 à 55 tonnes par hectare, hausse des rendements de la pomme de terre de 66% dans les parcelles de démonstration, extension des superficies exploitées de manière durable (252 hectares pour un objectif de 130 hectares en 2021), amélioration des pratiques de transformation, formalisation d'entrepreneurs (13)
- Renforcement des services délivrés par les organisations de producteurs à leurs membres : 21% de producteurs membres des organisations ont accès à des services (intrants, conseils)

- La mise en place du dispositif de facilitation au financement : subvention d'équipement adossé au crédit, appui au développement de produits financiers adaptés aux MPME agricoles, accès de femmes de 349 femmes au crédit via la finance inclusive
- La réalisation d'infrastructures et le lancement des bases pour leur gestion durable à travers des appuis en ingénierie sociale.

Intervention Manager Enabel

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and lines, centered within a rectangular box.

## 3 Suivi des résultats

### 3.1 Evolution du contexte

#### 3.1.1 Contexte 12général et institutionnel

Le processus démocratique guinéen a été interrompu par un coup d'Etat militaire le 5 septembre 2021. Les nouvelles autorités ont suspendu la constitution et les institutions en place. Un gouvernement et un conseil national de transition, faisant office de parlement, ont été mis en place. La durée de la transition n'est pas encore fixée. Les futurs rapports avec la CEDEAO, qui a déjà suspendu la Guinée de ses instances, dépendront de la durée de la transition.

Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Elevage ont fusionné en Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Comme dans les autres départements, les nouvelles autorités ont décidé de faire appliquer l'âge de départ à la retraite du personnel employé par l'Etat. De nombreux responsables de l'administration agricole, au niveau central comme au niveau déconcentré, sont partis à la retraite le 31 décembre 2021. Toutefois, les dispositions n'avaient pas encore été prises pour, valablement, pourvoir les postes vacants. Il est vraisemblable que la qualité du dialogue, les interactions entre l'intervention et les services techniques agricoles régionaux et préfectoraux s'en ressentiront temporairement.

Dans le courant du quatrième trimestre 2021, le cours du franc guinéen par rapport aux devises est sensiblement remonté. On note aussi une augmentation généralisée des prix, en partie à cause des prix à la hausse des produits importés.

#### 3.1.2 Contexte de gestion

Comme cela a été signalé dans les précédents rapports, la mise en œuvre de l'intervention est organisée en régie par Enabel : redevabilité financière de Enabel qui applique ses instruments et ses procédures et les modes de contractualisation conformément au cadre législatif et réglementaire belge applicable.

Les décisions clés concernant les marchés publics, les conventions de subsides, les accords de coopération (opportunité, montant estimé, termes de référence, composition des comités d'évaluation des offres) sont concertées et prises conjointement par Enabel et les entités guinéennes désignées pour le pilotage opérationnel (comité technique).

##### 3.1.2.1 Modalités de partenariat

Les partenaires suivants ont été mobilisés en 2021.

Libellé du contrat	Nature	Partenaire retenu	Respect du délai prévu	Raisons du non-respect du délai
Ingénierie sociale pour une gestion durable des aménagements hydro agricoles et des réseaux d'adduction d'eau	Marché Public	AHT	Oui	
Assistance Technique aux Institutions de Microfinance	Marché Public	Développement International	Oui	

		Desjardins (DID)		
Travaux de l'aménagement hydro agricole de Daboya	Marché Public	Consortium Savane/CITI	Oui	
Travaux de construction de magasins de stockage (7 lots)	Marché Public	7 entreprises locales	Oui	
Subvention d'équipement adossée au crédit	Subsides sur appel à proposition	Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET)	Oui	
Renforcement de la compétitivité des acteurs actifs dans les filières ananas et mangue	Subsides en Octroi direct	Consortium GRET/Osez Innover/Maison Guinéenne de l'entrepreneur	Non	L'option initiale était de faire un avenant aux conventions en cours. Puisque cela n'a pas été possible (au regard des clarifications apportées dans le guide subsides courant 2021), il a fallu refaire toute la procédure d'octroi direct
Extension du Projet Entreprenariat Pomme de Terre en Guinée (PEP-EXT)	Subsides en Octroi direct	Eucord	Non	

Les principaux contrats conclus en 2021 l'ont été dans les délais prévus.

La prestation d'ingénierie sociale pour une gestion durable des aménagements hydroagricoles (AHA) est en train de mettre en place les bases d'une gestion adaptée et appropriée des infrastructures. Les activités de l'année 2021 ont porté sur l'établissement de l'état des lieux détaillé, l'élaboration du plan d'accompagnement et la mise en œuvre des premières actions de renforcement de capacités.

La mobilisation du bénéficiaire contractant GRET-pour la mise en place d'une subvention adossée au crédit- et la mobilisation de Développement international Desjardins (DID) - en appui aux institutions de Microfinance (IMF) dans la perspective d'adapter ou de développer des produits financiers en faveur des MPME agricoles, participent grandement à la facilitation de l'accès au financement agricole. En 2021, le GRET a conclu un partenariat avec 3 IMF, échangé avec les différents acteurs (MPME, organisations agricoles, IMF, autres bénéficiaires contractants en charge des appuis non financiers) sur le contenu, les modalités d'accès et de suivi de la subvention d'équipement adossée au crédit. Les IMF accueillent favorablement l'outil « Subvention », l'appui de DID au développement de produits financiers et participent activement aux réflexions quant à la durabilité de leurs relations avec les MPME.

Comme cela a été signalé dans le rapport 2020, ces contrats (GRET, DID) n'ont pu être mis en place plus tôt en raison de négociations longues mais infructueuses avec une agence du système des Nations Unies (UNCDF).

Des infrastructures sont réalisées en faveur d'organisations représentatives filières et en réponse à leurs besoins prioritaires. A côté des appuis de AHT pour la gestion des aménagements hydro agricoles (AHA), les bénéficiaires contractants en charge des appuis non financiers (déjà mobilisés en 2020) fournissent un appui de proximité pour la gestion durable des magasins de stockage.

Deux autres conventions de subsides, visant la mise en œuvre d'appuis différenciés en fonction de la taille des MPME des filières ananas/mangue pour l'une et pomme de terre pour l'autre, ont été conclues en retard par rapport aux périodes prévues. Ces conventions visent aussi à faciliter le développement de marchés Sénégal pour l'ananas, Haute Guinée pour la pomme de terre). Ces activités n'ont donc pu être réalisées en 2021. Le retard s'explique par la nécessité de faire toute la procédure d'octroi direct en lieu et place d'un avenant comme cela était planifié au départ.

Signalons enfin qu'un contrat d'études préalables à des aménagements hydro agricoles a été résilié après de multiples tentatives de trouver les meilleurs compromis avec le prestataire malgré les retards, la qualité

insuffisante des premiers livrables. Ces études devaient déboucher sur les spécifications techniques de 2 marchés de travaux dont le lancement était prévu en 2021. Ces travaux ont été reportés à 2022.

### 3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Le protocole d'accord, conclu avec le Ministère de l'Agriculture en 2020, permet de fournir quelques appuis aux services techniques déconcentrés de l'agriculture pour la réalisation de certaines de leurs activités (concertation, suivi etc), leur participation active aux activités de l'intervention. Grâce à ce protocole, le staff technique du Bureau Technique de Génie Rural (BTGR) a été mobilisé, à temps partiel, en 2020 et 2021 pour la réalisation de quelques études et le suivi de chantiers ; le personnel recevait, en contrepartie, une prime de performance (appelée prime de rétribution). Il en est de même pour les agents de l'Agence Nationale de Statistiques Agricoles (ANASA) mobilisés en 2021. A la suite d'échanges avec le siège d'Enabel, il a été décidé que le paiement de telles primes ne pouvait se poursuivre. Cela pose clairement la question de la valorisation des appuis antérieurs d'Enabel (programme de démarrage) aux services techniques. Tout en renforçant le personnel technique étatique, ces activités étaient globalement réalisées dans un meilleur rapport « Qualité/Prix » en comparaison à nombre de prestataires locaux et au regard du contexte de fragilité dans lequel les activités sont mises en œuvre.

## 3.2 Performance de l'outcome



### 3.2.1 Progrès des indicateurs

<b>Outcome : GIN1701411 - OS : Améliorer de manière inclusive et durable la compétitivité des entrepreneurs actifs dans les filières agricoles prioritaires, sur l'axe C-K-M</b>					
<b>Indicateurs/marqueurs de progrès</b>	<b>Valeur de base</b>	<b>Valeur année précédente</b>	<b>Valeur année rapportage</b>	<b>Cible année rapport</b>	<b>Cible finale</b>
GIN1701411 - Augmentation du chiffre d'affaires des entrepreneurs agricoles et MPME dans la zone d'intervention, venant des ventes de leurs produits (euros)	14 984 550	14 980 343	27.376.460	16 326 842	28 720 220
GIN1701411 - Volume total de produits commercialisés et exportés, désagrégé par filière (tonnes)	35 762	39 751	73 405	38 600	75 164

*NB : Les valeurs périodiques de ces 2 indicateurs sont établies en appliquant un taux de progression annuel aux données disponibles en 2018/2019 (2,5% par an pour la pomme de terre, 7,5% pour l'ananas et 1%*

*pour la mangue). Pour l'ananas, l'évaluation des valeurs de référence (chiffres d'affaires, volumes exportés) est établie à partir de données fournies par le Bureau d'exécution stratégique (BES) rattaché à la Primature de Guinée et la FEPAF. Ces données indiquaient une superficie emblavée d'ananas de 450 hectares en 2018. En 2021, la FEPAF et la Direction régionale de l'agriculture (DRA) de Kindia ont réalisé, via un appui d'Enabel, l'évaluation quasi exhaustive des superficies d'ananas et leur géoréférencement. Ce qui a donné 1 338 hectares d'ananas. Ce chiffre est largement supérieur aux données fournies par le BES alors même que la progression des superficies sont plutôt limitées d'une année sur l'autre. Les chiffres d'affaire de l'ananas, les quantités commercialisées ont fortement augmenté suite à cette mise à jour des données sur base d'une enquête complète. C'est pourquoi, les valeurs cibles attendues en 2022 puis 2023 ont été revues à la hausse pour tenir compte de ces nouvelles bases (auxquelles on applique un taux de progression annuelle y compris via les appuis d'Enabel et des autres intervenants).*

### **3.2.2 Analyse des progrès réalisés**

La forte hausse des chiffres d'affaires issues des ventes des filières appuyées est pour l'essentiel due à l'ananas et à la pomme de terre.

L'augmentation des superficies d'ananas emblavées est expliquée dans le Nota Bene précédent. A cette augmentation des superficies, s'est ajoutée une hausse des rendements. La progression régulière des rendements moyens (40 tonnes par hectare en 2018, 55 tonnes en 2021) est la conséquence d'une meilleure maîtrise des itinéraires techniques, aboutissement des efforts conjugués des différents intervenants : les producteurs, les structures d'appui dont Enabel dans le bassin de Kindia, le projet de relance de la filière ananas (REFILA exécuté par l'ONUDI) dans le bassin de Maferinyah.

La production de pomme de terre a aussi augmenté de 2020 à 2021 suite au retour à une situation plutôt normale de circulation des acteurs et des produits. Elle est ainsi revenue à un niveau habituel (34 584 tonnes sur base des données fournies par la FPPFD et UGAS) ; ce qui est cohérent avec les données d'une étude réalisée<sup>2</sup> en fin 2020).

Les volumes de pomme de terre produits et commercialisés par les producteurs membres de la Fédération des Paysans du Fouta Djallon (FPPFD) ont augmenté de 2019/2020 à 2020/2021 de 11% et 15% respectivement. La progression des quantités commercialisées, plus grande, peut être considérée en partie comme le retour au niveau des ventes d'avant COVID 19. Selon les données de la FPPFD, les prix de vente de la pomme de terre ont aussi connu une hausse de 10 à 20 % selon les périodes.

La hausse des quantités commercialisées (toutes filières confondues) suit celle des quantités produites. Notons que l'essentiel des quantités commercialisées l'ont été sur le marché national.

Certains des changements, attendus dans la théorie du changement élaborée par l'intervention et les parties prenantes, commencent à être perceptibles même si cela reste ténu et largement soutenu par des appuis extérieurs.

Ci-dessous, quelques changements attendus sur lesquels, des évolutions sont observées.

---

<sup>2</sup> Etude de marché national, des conditions d'acheminement et de transport de la pomme de terre de Guinée – Noelle Terpend -Janvier 2021

Résultat	Changements énoncés dans la théorie du changement
Résultat 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les organisateurs de producteurs (OP) améliorent le suivi de la performance de la filière, et la collecte des données</li> <li>• Fournitures de services adaptés par les OP à leurs membres</li> <li>• Les producteurs sont prêts à payer et à utiliser des intrants de qualité</li> <li>• Les importateurs/distributeurs fournissent des intrants de qualité</li> <li>• Les entrepreneurs apprécient et participent au paiement des services d'appui (cas des producteurs d'ananas)</li> </ul>
Résultat 3	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les IF/MF ont une bonne connaissance des opportunités du secteur agricole</li> <li>• Les IF/MF développent des nouveaux produits financiers au profit des entrepreneurs dans le secteur agricole</li> <li>• Les organisations des filières et les Entrepreneurs ont une bonne connaissance des opportunités offertes par les IF /MF</li> <li>• Les OP améliorent le suivi de la performance de la filière, et la collecte des données</li> </ul>
Résultat 4	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les OP disposent des infrastructures publiques structurantes prioritaires et les exploitent durablement</li> <li>• Le climat d'affaires est amélioré grâce à la pression des structures représentatives</li> </ul>
Résultat 5	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les OP améliorent le suivi de la performance de la filière, et la collecte des données</li> </ul>

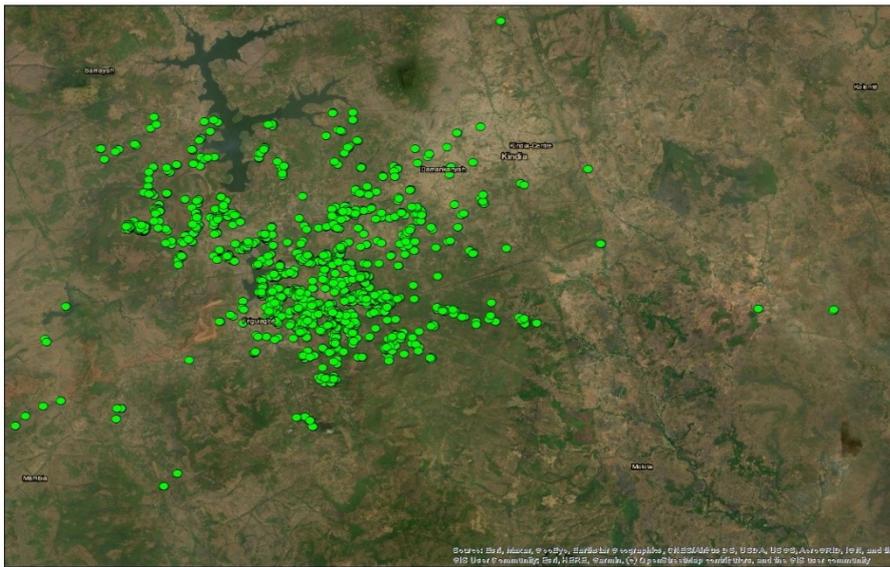
Comme en 2020, la Fédération des Paysans du Fouta (FPFD) collecte et analyse les prix de la pomme de terre sur les marchés de collecte de la zone de Pita et décide de prix indicatifs qui tiennent compte des coûts de production de la pomme. Ces derniers sont établis grâce aux données issues du conseil de gestion à l'exploitation familiale mis en place par la FPFD et soutenu par l'intervention Entreprenariat agricole.

La Fédération des Planteurs de la Filière Fruit (FEPAF), organise une mise à jour annuelle des superficies, rendements en ananas via une collecte digitalisée de données et grâce la mobilisation d'appuis extérieurs - dont ceux d'Enabel. Elle a aussi réalisé, avec l'appui de Enabel et de la Direction Régionale de l'agriculture (DRA), le géoréférencement des plantations d'ananas, de mangue.

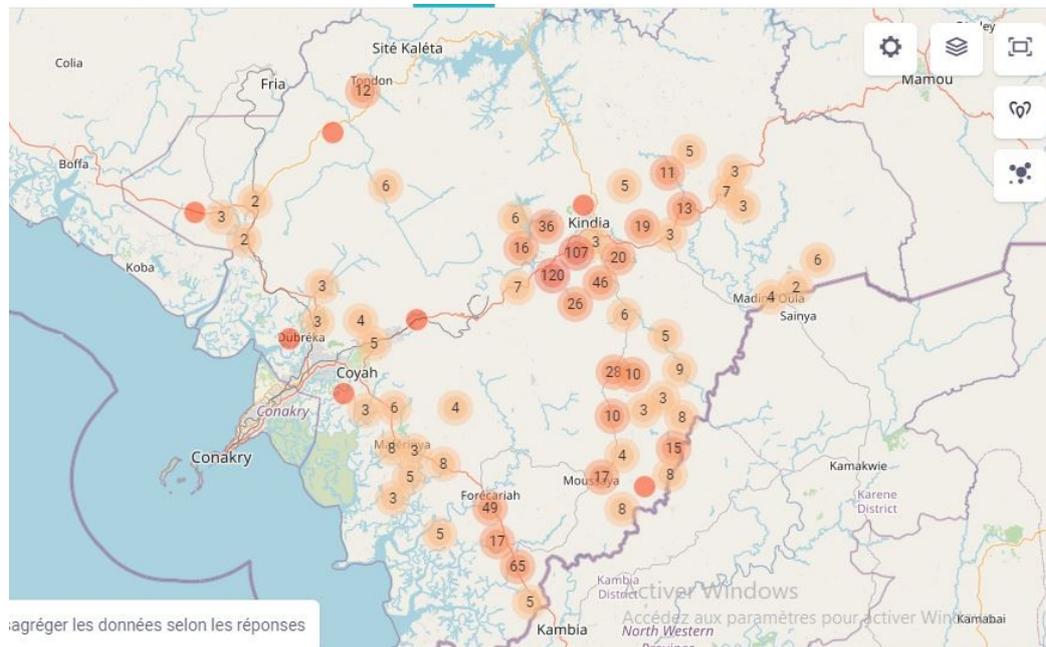
La FEPAF a engagé des négociations prometteuses avec les fournisseurs d'intrants agricoles de qualité dans le but de les rendre disponibles aux producteurs d'ananas. Un nombre croissant de producteurs est conscient de la nécessité d'utiliser des intrants de qualité et en quantités adaptées pour obtenir de bonnes performances agricoles. Ce qui justifie ces négociations avec des fournisseurs alors même que l'Etat continue de fournir des intrants (non spécifiques à l'ananas) subventionnés (plus irrégulièrement que pendant les années antérieures). Il s'agit là d'une démarche innovante à soutenir/ accompagner dans le contexte guinéen.

La FEPAF rapporte qu'il existe quelques expériences de paiement de services de conseils agricoles (essentiellement des conseils techniques en prélude à l'installation / pendant les premiers mois d'exploitation) par des « nouveaux exploitants », souvent des cadres installés en ville. Elle envisage d'inscrire ce service dans son offre de services même si les modalités de recouvrement, même partiel des coûts de service, restent à préciser.

Photos 2 : Plantations d'ananas géoréférencées dans les préfectures de Kindia



Photos 3 : Plantations de mangue géoréférencées dans les préfectures de Kindia, Forecariah, Coyah



Les travaux réalisés par le GRET, auprès des institutions de Microfinance (IMF) et des Micro-Petites-Moyennes Entreprises (MPME) agricoles, dans le cadre de la subvention d'équipement adossé au crédit et ceux de DID (toujours auprès des IMF - diagnostic, appui en cours pour le développement de produits financiers adaptés aux MPME agricoles) ont contribué à améliorer la connaissance réciproque des besoins/contraintes entre acteurs de l'offre et ceux de la demande en financement agricole. Ce travail devra se poursuivre, être complété par l'éducation financière et s'appuyer sur des relations Gagnant/gagnant entre prestataires financiers et emprunteurs.

On relève une conscientisation croissante des acteurs, récipiendaires d'infrastructures collectives (Aménagements hydro agricole -AHA, magasins de stockage) sur la nécessité d'une gestion, d'une

maintenance saine pour en assurer l'usufruit dans la durée. Grâce aux appuis fournis par les prestataires et les bénéficiaires contractants, ils disposent des bases et des outils (redevance eau, entretien préventif etc) pour une gestion durable des investissements réalisés en leur faveur. Les appuis doivent se poursuivre jusqu'au terme de l'intervention afin de consolider les fragiles avancées.

Un producteur, voisin du site de Botobofel/Dhokal, s'est inspiré de l'infrastructure en place pour réaliser à ses frais un système d'irrigation privé. Il s'agit là d'une externalité positive induite grâce aux actions de réhabilitation de ce périmètre et de mise en place d'un système de gestion durable de l'eau productive par Enabel (DAKMA puis Entreprenariat agricole).

Photos 4 : Périmètre irrigué de Botobofel (à gauche) et réplique sur initiative privée (à droite)



### 3.3 Performance de l'output 1



<b>Output</b> : GIN1701411 - R1 : Les besoins de renforcement des filières sont identifiés par des études, la cartographie et la concertation des acteurs afin d'identifier les possibilités d'investissements structurants					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN1701411 - Un plan de renforcement des filières est développé et approuvé par les acteurs	0	3	3	3	3

#### 3.3.1 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Cartographie filières, besoins, niches		X		
2. Etudes de faisabilité		X		
3. Concertations entre acteurs pour le ciblage des niches		X		

#### 3.3.2 Analyse des progrès réalisés

Les bénéficiaires contractants ont facilité la mise à jour puis l'exécution des plans d'action pour le développement des filières ananas, mangue et pomme de terre. Rappelons que les plans initiaux ont été élaborés en 2019 par les acteurs concernés grâce à l'appui de l'intervention.

En facilitant les rencontres, le partage, les échanges autour de questions relatives à la croissance de leurs activités, au développement de la filière, les concertations sont appréciées par les acteurs. Toutefois, elles sont relativement « larges » et ont dû mal à se recentrer autour de thèmes prioritaires. Elles souffrent aussi du manque d'organisations représentatives dans les différents maillons, en dehors du maillon production. Enfin, il est nécessaire de trouver un mécanisme de financement, à terme de ces concertations, et de mieux les arrimer aux concertations plus larges du secteur agricole organisées par l'administration.

Les actions suivantes ont aussi été réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'action des filières :

- Appui aux services techniques et aux acteurs (producteurs, pisteurs, exportateurs) dans la lutte contre la mouche des fruits
- Evaluation des superficies en ananas, mangue et géoréférencement des plantations

- Evaluation du rendement de l'ananas dans les deux grands bassins de production (Kindia et Mafèrinyah)
- Etudes des systèmes de production de la pomme en Moyenne Guinée
- Collecte des prix et des quantités de pomme de terre commercialisées dans la zone de production et dans les grands centres de consommation.

Ces activités ont été mises en œuvre par les acteurs (acteurs des filières, services techniques, bénéficiaires contractants) ; leurs résultats ont fait l'objet d'une validation large par les principales prenantes et les autorités techniques régionales et/nationales. Ces informations et données contribuent à une connaissance plus détaillée des filières et d'aide à la prise de décisions.

Le guide de bonnes pratiques de transformation de l'ananas et de la mangue, élaboré en fin 2020/ début 2021, a été édité ; il fera l'objet d'une large diffusion auprès des transformateurs en activité ou en devenir, des structures d'appui.

### 3.4 Performance de l'output 2



#### 3.4.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 2 : GIN1701411 - R2. Les entrepreneurs des filières ont accès à des appuis, à l'innovation et à des services de conseil, à la gestion technique et économique qui intègrent la dimension de gestion durable des ressources naturelles</b>					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN1701411 - Nombre d'hectares exploités de manière durable dans la zone d'intervention	0	ND	252	130	250
GIN1701411 – Pourcentage de producteurs/entrepreneurs agricoles actifs au niveau des OP/interprofessions et utilisant les services d'appui mis en place ou renforcés (%)	0	3	21	17.5	25

ND : Non déterminé

#### 3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Appuis non-financiers aux MPME et organisations agricoles opérant en aval des filières ciblées		X		
2. Appuis non-financiers aux MPME et organisations agricoles opérant en amont des filières ciblées		X		
3. Promouvoir des innovations agro-environnementales dans le développement des filières ciblées		X		

### 3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Les superficies exploitées de façon durable ont été évaluées à 252 hectares de pomme de terre, valeur supérieure à l'objectif fixé pour 2021 (193% de l'objectif). Il s'agit de superficies bénéficiant d'au moins une pratique agricole durable pendant 2 cycles d'exploitation consécutifs. L'appui au développement de la production agricole durable s'est poursuivi de façon appréciable en 2021 : démonstration et utilisation du compost, utilisation raisonnée d'engrais, installation de culture intercalaire, traction animale, valorisation du labour croisé pour lutter contre les adventices etc. Il s'est étendu à la zone de Pita en réponse à la demande des producteurs membres de la FPPD.

L'application de bonnes pratiques (labour/enfouissement, phosphatage, compost de 21 jours etc.), dans les parcelles de démonstration (sur 18 hectares) ont permis d'obtenir des sauts de rendement de 18 à 30 tonnes de pomme de terre par hectare. Même si les rendements obtenus en parcelles de démonstration ne peuvent être obtenus par le « producteur moyen », la marge de progrès est si substantielle que l'adoption des bonnes pratiques induira une hausse sensible de la productivité. L'utilisation d'un réseau de producteurs leaders formés (47) a permis à Eucord de former / sensibiliser 2089 producteurs, dont 56% de femmes, à ces bonnes pratiques de conduite de la pomme de terre. Le défi réside dans l'adoption, dans la durée, de ces bonnes pratiques par les producteurs ciblés. Les parcelles de démonstration sont reconduites (décembre 2021- mars 2022) sur une plus grande superficie (55 hectares) afin de toucher davantage de producteurs.

#### Photos 5 : Pratique d'agriculture durable



Installation d'une compostière



Labour par traction animale



Démonstration d'outils aratoires

La proportion de producteurs ayant accès aux services fournis par leurs organisations a aussi augmenté de façon importante : accès aux intrants agricoles (semences, engrais), accès au conseil (conseil de gestion,

autre conseil technique). Notons que les quantités d'intrants mis à la disposition des producteurs en 2020 avaient été réduites à la suite des mesures de lutte contre COVID 19. Dans le cadre du conseil de gestion à l'exploitation familiale (20 groupes de conseil de gestion de 15 personnes membres de la FPPD en moyenne), environ trois quart (74,72%) des producteurs appuyés ont amélioré leurs pratiques agricoles ; une grande partie d'entre eux tiennent les supports de gestion (59,5%) et savent calculer les coûts de production (40%).

Les activités mises en œuvre par les bénéficiaires contractants ont atteint leur régime de croisière en 2021. Ainsi, 100 et 57 MPME respectivement dans les filières pomme de terre et ananas/mangue ont été accompagnées sur le plan technique et coachés. Grâce aux appuis et conseils techniques, des améliorations substantielles sont rapportées au niveau des MPME actives dans le maillon transformation (ananas et mangue) : augmentation des volumes d'activités, du chiffre d'affaires et des marges bénéficiaires des MPME accompagnées, adoption de bonnes pratiques d'hygiène et de transformation dans les unités de transformation de mangue et d'ananas. Dans le cadre de l'appui fourni aux MPME, 68 plans d'affaires (49 dans la pomme de terre et 19 dans l'ananas et la mangue) ont été élaborés/finalisés grâce à l'appui des bénéficiaires contractants. Enfin, 13 entrepreneurs (4 dans la pomme de terre, 9 dans l'ananas/mangue) ont décidé de se formaliser en s'inscrivant au registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM).

#### Photos 6 : Coaching d'entrepreneurs



Séance de coaching



Séance de coaching



Appui à l'élaboration de plan d'affaires

Une certaine mise à l'échelle de la production de semences de pomme de terre recyclées a été engagée en 2021 : 16 producteurs semenciers ont été formés et suivis en 2021 contre 2 en 2020. La récolte est programmée pour les mois de mars/avril 22. Il faut se rappeler que la production de pomme de terre peut se faire en Guinée pendant 3 périodes : décembre-mars, Juin-septembre, Septembre-janvier. La production de décembre-mars, dite de saison sèche, est la plus productive en raison de l'utilisation de semences importées et de conditions climatiques favorables. Les autres cycles de production utilisent, en guise de semences, des tubercules produits localement et destinés à la consommation. C'est pour répondre aux besoins en semences pour ces « autres cycles de production » qu'il y a une opportunité de développer une filière semencière locale. Il s'agit de semences produites à partir de semences importées.



Parcelle semencière de pomme de terre



Semences stockées

Dans le cadre de l'appui à la production de semences de pomme de terre, 2 producteurs ont été formés et suivis par Eucord et les services techniques entre novembre 2020 et mars 2021. La récolte de 105 tonnes (mars/avril 2021) a été répartie en pomme de terre de consommation (gros calibre) et semences (50 tonnes de petit/moyen calibre) Les semences ont été stockées en chambres froides et vendues en octobre 2021. Ces semences et la pomme de terre de terre de consommation ont rapporté 118 700 000 GNF par hectare (11 800 euros) pour un coût de production /stockage estimé à 71 900 000 GNF /hectare (7 190 euros) soit un bénéfice de 46 800 000 GNF/ha (4 680 euros) et un taux de marge (Marge/Chiffre d'affaires) de 40%.

20 hectares ont été emblavés avec ces 50 tonnes de semences en septembre/octobre 21. Les semences se sont bien comportées et ont permis de produire 435 tonnes soit un rendement moyen de 21,75 tonnes (contre 18 à 20 tonnes habituellement).

Pour la campagne décembre 21/mars 2022, 16 nouveaux producteurs de semences sont accompagnés sur 28 hectares.

Dans le cadre du renforcement des organisations de producteurs, la FEPAF a réalisé un voyage d'études auprès de la FPPD. Elle entend valoriser les bonnes pratiques de la FPPD dans son modèle économique, le type de services qu'elle pourra rendre à terme à ses membres. Notons que la FEPAF, en tant que sous bénéficiaire contractant d'une convention de subsides, reçoit un appui technique et financier. Elle est accompagnée dans son organisation et sa gestion, a été dotée d'une équipe technique qui délivre quelques appuis aux producteurs membres.

#### Photos 7 : Voyage d'échanges entre organisations de producteurs



Voyage d'échange FEPAF/FPPD à Timbi Madina



Voyage d'échanges entre producteurs d'ananas à Tanènè

### 3.5 Performance de l'output 3



#### 3.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : GIN1701411 - R3 : L'accès des entrepreneurs des filières aux services financiers est amélioré par l'articulation aux fournisseurs et l'introduction de produit financiers innovants					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN1701411 - Nombre d'entreprises ou individuels opérant dans les filières qui ont eu accès à un financement	0	0	349	300	1.600
GIN1701411 - Nombre de nouveaux produits financiers en faveur des entrepreneurs agricoles développés grâce aux appuis du programme	0	0	0	1	3

#### 3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Diagnostic des raisons du faible financement des filières ciblées		X		
2. Améliorer au niveau des IF/IMF, l'offre de produits financiers adaptés aux besoins des filières et renforcer leur expertise technique et financière			X	
3. Des mécanismes de financement permettant de réduire les risques des IF/IMF et de soutenir l'investissement dans les filières sont développés			X	

La mise en œuvre des activités 2 et 3 est en retard non pas par rapport à la planification 2021 mais parce qu'elles l'étaient déjà en 2020. Effet, il s'agit d'activités au « long cours » ; ce classement a donc été maintenu en 2021 en raison de son impact sur la délivrance des outputs et de leur contribution à la réalisation de l'outcome.

#### 3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le déploiement de la plupart des outils retenus dans la stratégie de facilitation au financement de l'intervention Entrepreneuriat agricole a pu être réalisé en 2021 : mobilisation de partenaires pour la mise en place de la subvention d'équipement adossée au crédit, partenariat avec des institutions de microfinance en vue du développement de produits financiers adaptés aux MPME agricoles, finance inclusive à travers les groupements féminins d'épargne et de crédit, lancement du processus d'abondement d'un fonds de garantie.

Dans le cadre de la finance inclusive et en synergie avec Entrepreneuriat féminin, cinquante (50) groupements féminins d'épargne et de crédit (GFEC) ont été mis en place par le bénéficiaire contractant AID (Appui aux Initiatives de Développement). 349 femmes (sur 1191) membres de ces GFEC ont obtenu un crédit pour mener des activités génératrices de revenu (AGR). Toutefois, il y a eu un faible taux de conversion de l'épargne en crédit (35%) qu'il faudra améliorer à l'occasion du cycle suivant d'épargne/crédit par des appuis pertinents aux membres des GFEC pour le développement des AGR rentables.

Indicateurs du premier cycle des GFEC (en euros)

Epargne collectée	24.998
Crédit aux membres sur épargne collectée	8.672
Fonds social (solidarité) constitué	3.177
Capital partagé à la fin du cycle (épargne collectée + intérêt)	27.603

Le bénéficiaire contractant (GRET), en charge de la subvention d'équipement adossée au crédit, a sélectionné trois IMF partenaires comme partenaires au terme d'un processus compétitif. Il s'agit de Crédit Rural de Guinée (CRG), de Financial Development (FINADEV) et Atlantic Microfinance for Africa (AMIFA). Le manuel de procédures de gestion de la subvention est également élaboré et validé par toutes les parties prenantes. Pour l'année 2022, le défi est de lancer le premier cycle de financement d'équipements sur base de projets bancables par les IMF, d'en tirer les leçons et lancer les cycles suivants avec suffisamment de délai avant la fin du projet.

Dans le cadre du développement de produits financiers adaptés aux MPME agricoles, Développement International Desjardins (DID) a réalisé le diagnostic des 3 IMF partenaires. Ce diagnostic révèle en général que ces IMF ne disposent pas d'expertises suffisantes pour le financement du secteur agricole et les produits financiers offerts ne sont pas adaptés aux besoins des MPME cibles de l'intervention. Il s'en est suivi l'élaboration par DID et les IMF du plan de renforcement des capacités (des IMF) qui s'articule autour de 3 axes

- Axe 1 : Formalisation qui visera à améliorer la qualité et l'adéquation des politiques, procédures et outils qui supportent le financement agricole, en corrigeant les insuffisances relevées.
- Axe 2 : Formation et coaching afin d'accompagner les acteurs dans l'implantation, la prise en main et l'utilisation des politiques, procédures et outils révisés
- Axe 3 : Partenariats afin de bénéficier de l'expertise des autres acteurs de l'écosystème agricole pour réduire le risque de crédit agricole
- Axe 4 : Ajustements organisationnels afin de soutenir durablement les changements.

Dans la perspective d'adapter les produits financiers existants ou d'en concevoir de nouveaux, DID a produit des fiches technico économiques pour les maillons production, transformation, commercialisation. Les besoins de financements des acteurs indirects que sont les fournisseurs ont également été analysés. A l'image de la subvention d'équipement, le défi est d'accélérer l'adaptation/la mise en place de ces nouveaux produits, de les tester et de les mettre à l'échelle.

En fin 2021, aucun produit ou service financier nouveau n'avait été mis au point grâce aux appuis de l'intervention en raison des retards dans la mise en œuvre de l'activité déjà en 2020.

Photos 8 : Remise de kits GFEC



La FPPD est propriétaire de fonds, légués par d'autres partenaires techniques et financiers (AFD, ACDI, FIDA), en dépôt à terme auprès de banques. Elle utilise ses fonds pour lever du financement bancaire avec lequel elle achète des intrants qu'elle vend à ses membres. Toutefois, les ressources mobilisées par FPPD, grâce à ce mécanisme, ne suffisent pas à couvrir les besoins des producteurs. D'où l'idée de « renforcer » ce fond afin de « servir » davantage de producteurs au final. Le principe d'abondement du fonds de garantie de la FPPD a été accepté par le siège d'Enabel en fin 2021. Les échanges sont en cours pour rendre opérationnel la convention de subsides au courant du premier semestre 2022.

Parallèlement aux processus et activités décrits plus haut, des échanges ont été organisés avec des banques (Société Générale- SGG et Banque Islamique de Guinée- BIG) qui ont manifesté un plus grand appétit pour le financement agricole. Dix dossiers de plans d'affaires ont été transmis à la SGG pour financement. Les décisions de la banque sont suspendues à la transmission par les MPME de leur historique technique et financier ; ce qui est cours.

### 3.6 Performance de l'output 4



#### 3.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : GIN1701411 - R4 - L'environnement des affaires et la gouvernance des filières ciblées sont améliorés à travers une meilleure articulation des acteurs et la réalisation des investissements structurants.					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN1701411 - Nombre d'infrastructures publiques structurantes réalisées dans le cadre du renforcement des filières prioritaires	0	0	8	4	14
GIN1701411_Nombre de partenariats commerciaux développés entre intervenants au sein des filières	22	22	38	40	76

Photos 9 : Magasin de stockage de Solaya Bamba



### 3.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Professionnaliser les espaces de concertation au sein des filières ciblées		X		
2. Appuyer les entités déconcentrées du Ministère de l'agriculture dans le pilotage et le monitoring des stratégies sectorielles pertinentes		X		
3. Réaliser des investissements structurants prioritaires identifiés au sein des espaces de concertation			X	

### 3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Quelques infrastructures d'intérêt collectif, visant à améliorer les performances des filières, ont été réalisées en 2021 ou sont en cours de l'être : magasins de stockage, aménagement hydro agricole de Daboya en faveur de la FEPAF.

Afin de créer les conditions propices au stockage des produits agricoles et à leur regroupement avant la commercialisation, des magasins de stockage ont été construits (5 en Moyenne Guinée et 2 en Basse Guinée). Ils pourront aussi servir au stockage d'intrants agricoles. Les organisations bénéficiaires ont été accompagnées par Eucord et GRET pour décider des modalités de gestion, des outils de gestion adaptés à chacun des sites. Cet accompagnement se poursuivra pendant l'exploitation des magasins.

Les travaux de l'aménagement hydro agricole (AHA) de Daboya ont été lancés conjointement par le Secrétaire général du Ministère de l'agriculture et la chargée d'affaires de l'Ambassade de Belgique en Guinée. Le chantier est réalisé dans le cadre de la synergie entre 2 interventions d'Enabel : Entreprenariat agricole et Integra (pour une partie des travaux en HIMO) et en faveur de la FEPAF-BG et est destiné à la production d'ananas respectant les normes de qualité pour le marché d'exportation, dans un premier instant le marché du Sénégal. Un appel à candidature sera lancé courant du premier trimestre 2022 par la FEPAF

pour identifier et sélectionner les planteurs à installer sur le site selon les critères suivants : âge (quota pour jeunes), expérience dans la production d'ananas, lieu de résidence etc

Photos 10 : Cérémonie de lancement des travaux de Daboya



Pose de la première pierre de l'AHA Daboya

Le lancement des travaux des chambres froides solaires, initialement prévu en 2021, a été reporté en 2022. Un temps, plus long que prévu a été consacré à la prospection et à l'élaboration des spécifications techniques de ces travaux. Le secteur de la production de froid à partir d'énergie solaire fait l'objet d'innovations continues en nombre important. Pendant la prospection, il s'est agi de prendre connaissance du maximum de solutions disponibles. Plutôt que de faire des spécifications techniques « fermées », l'option retenue a été d'élaborer un cahier de charges qui permette de recevoir et d'analyser le maximum de solutions disponibles, innovantes en tenant compte des coûts d'investissement, des coûts d'exploitation, de la complexité des systèmes etc.

Les travaux de nouveaux aménagements hydro agricoles en Moyenne Guinée ont aussi été reportés à 2022. Les études préalables, confiée à un prestataire local, ont pris beaucoup de retard. Il a fallu résilier le marché et mobiliser un prestataire pour réaliser ces études préalables dans un délai raisonnable et avec la qualité requise.

Photos 11 : Visite de chantier



En vue de créer les conditions d'une gestion durable des AHA, un prestataire a été mobilisé pour accompagner les exploitants des différents aménagements hydroagricoles (réalisations de Entrepreneuriat

agricole et réalisations du projet de démarrage DAKMA) à choisir la modalité de gestion la plus adaptée et, pour ce faire, à mettre en œuvre les outils ad hoc. Il faut signaler que l'appui à la gestion durable des AHA est en cours, depuis 2020, sur 3 pilotes réalisés par DAKMA. La collecte de redevances en vue de l'entretien régulier des sites s'y poursuit. Toutefois, les organisations gestionnaires de ces sites ont besoin de l'appui d'un professionnel du sujet. La gestion durable des AHA est reprise dans les recommandations de l'évaluation finale (ou plutôt évaluation ex post) de DAKMA. En raison de son caractère « pilote » en terme de gestion et d'exploitation, l'AHA de Daboya fait l'objet d'un appui spécifique du prestataire d'ingénierie sociale.

Quelques liens commerciaux ont été facilités par les bénéficiaires entre acteurs nationaux des différentes filières. Toutefois, le développement de nouveaux liens stables voire formels a dû mal à se concrétiser. Pour avancer, il est sans doute nécessaire de revoir les démarches, en ciblant mieux les acteurs concernés, en laissant davantage d'initiatives aux entrepreneurs. C'est le cas pour faciliter l'instauration de liens commerciaux durables entre les producteurs/organisations de producteurs de pomme de terre et l'unité de production Frites surgelées (Pita Frozen) pour son approvisionnement matières premières (pomme de terre).

Les services techniques déconcentrés ont reçu des appuis en vue de leur faciliter la réalisation de certaines activités et leur participation à la mise en œuvre de l'intervention. Ils sont ainsi pu suivre les actions en cours dans leur localité, organisé des activités en lien avec leur mandat (formation et protection phytosanitaire, lutte contre la mouche des fruits, suivi des rendements, concertation sectorielle ...). L'intervention a saisi l'occasion pour renforcer les capacités des partenaires en matière de maîtrise d'ouvrage puisque les services techniques ont aussi participé à l'évaluation de marchés/ proposition d'actions dans le cadre de subsides/marchés publics, au suivi de certains chantiers d'infrastructure. Ces appuis, certes limités, ont permis aux services techniques d'assurer leur présence technique sur le terrain, de valoriser des appuis antérieurs de la Coopération belge (formation, équipements). Ils sont hautement appréciés par la partie guinéenne d'autant qu'il y a peu d'appuis d'autres intervenants.

La concertation sectorielle dans la région de Kindia fonctionne assez bien. Elle se concentre autour de thématiques préalablement choisies par les principales parties prenantes (services techniques, acteurs des filières agricoles, ONG, projets), combine visites de terrain, exposition de produits locaux et travaux/débats en salle. Il faut noter que cette concertation est soutenue par Enabel déjà depuis 2016 dans le cadre du projet DAKMA.

### 3.7 Performance de l'output 5



#### 3.7.1 Progrès des indicateurs

Output : GIN1701411 - R5- L'accessibilité et l'utilisation de nouveaux outils digitaux par les acteurs locaux sont améliorées					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN1701411 - Nombre d'innovations développées et/ou renforcées au sein des filières	0	0	1	2	3

GIN1701411 Niveau de l'utilisation des applications digitales par les entrepreneurs/MPME au sein des filières (%)	0	0	0	10	30
---	---	---	---	----	----

### 3.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. A0501 Renforcer l'offre de services numériques et former à leur utilisation en vue d'améliorer la compétitivité des chaînes de valeur prioritaire			X	
2. A0502 Analyser les besoins d'informations de prix et marchés			X	

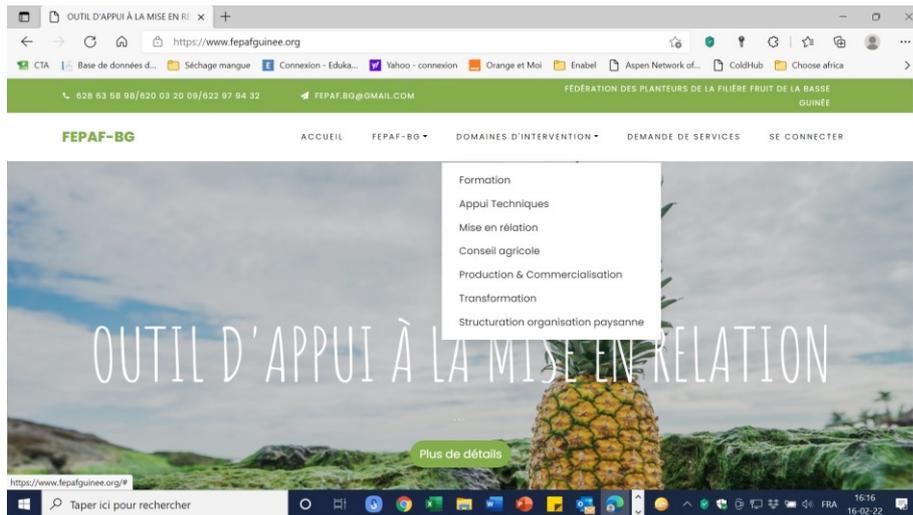
### 3.7.3 Analyse des progrès réalisés

Le marché de mobilisation d'un prestataire, pour l'identification de solutions digitales en faveur des MPME agricoles, s'est soldé par une seconde non attribution après relance. L'option de faire réaliser une enquête en régie, par des enquêteurs recrutés et suivis par l'équipe du projet, a été retenue. Elle s'est révélée consommatrice de temps en raison du grand nombre de dossiers qu'il a fallu analyser. Les enquêteurs n'ont été mobilisés qu'au quatrième trimestre 2021.

Dans le cadre de ses appuis à la filière ananas/mangue, OsezInnover (co- bénéficiaire contractant aux côtés de GRET) a amélioré le site de la FEPAF en y développant une plateforme (<https://www.fepafguinee.org/>) de mise en relation entre offre / demande en ananas ou produits issus de l'ananas. La plateforme est en cours de finalisation et devait connaître son déploiement effectif au premier semestre 22.

Le conseil de gestion à l'exploitation familiale est un outil pertinent d'appui au producteur dans le contexte guinéen. Il permet aux producteurs bénéficiaires de respecter les itinéraires techniques, de connaître leurs coûts de production, de bénéficier des conseils de leurs pairs. Les coûts du conseil de gestion sont relativement importants et récurrents. A la suite d'échanges avec la FFPD, il est envisagé de faciliter la digitalisation de certaines fonctions comme la collecte des données des exploitations, de faciliter le partage à temps de certaines informations au sein des groupes de conseil de gestion. La FFPD collecte aussi les prix, les quantités de pomme de terre sur certains marchés de collecte et marchés terminaux. Les informations peuvent aussi être partagées avec les acteurs de la filière pomme de terre en valorisant l'outil digital.

## Photos 12 : Plateforme de la FEPAF



## 4 Suivi budgétaire

A fin 2021, l'intervention a réalisé un taux d'exécution global de 40%. L'a performance opérationnelle de l'année 2021 a été particulièrement bonne, 105% par rapport à la planification de base établie en février 2021.

Une révision budgétaire a été approuvée par le Comité de pilotage. Elle a permis de renforcer les ressources destinées à l'accompagnement non financier.

Suivi budgétaire en euro	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de 2021
		Années précédentes	Année couverte par le rapport 2021		
<b>Total</b>	<b>11.500.000</b>	<b>1.639.778</b> 2019 : 352.990 2020 : 1.286.788	<b>2.921.913</b>	<b>6.938.309</b>	<b>40%</b>
Résultat 1 : Les besoins de renforcement et les niches de développement des filières ciblées sont identifiés	400.000	143.537	105.929	150.534	62%
Résultat 2 : L'accès des entrepreneurs des filières ciblées aux appuis technico-économiques et à l'innovation est amélioré	2.016.000	604.182	812.568	599.250	70%
Résultat 3 : L'accès des entrepreneurs des filières aux services financiers est amélioré par l'articulation des fournisseurs de services et l'introduction des produits financiers innovants	3.306.000	90.786	511.846	2.703.368	18%
Résultat 4 : L'environnement des affaires et la gouvernance des filières ciblées sont améliorés à travers une meilleure articulation des acteurs et la réalisation des investissements structurants	4.299.180	435.061	1.262.569	2.601.550	39%
Résultat 5 : L'offre de services numériques pour les entrepreneurs des filières et l'utilisation des nouveaux outils digitaux sont renforcées	440.000	353	8.608	431.039	2%
Réserve	0	0	0	0	0
<b>Moyens généraux</b>	<b>1.038.820</b>	<b>365.859</b>	<b>220.393</b>	<b>452.568</b>	<b>56%</b>

## 5 Risques et problèmes

Le problème nouveau apparu en fin de troisième trimestre 2021 avec la survenue du coup d'Etat, la suspension de la constitution et des institutions, l'instauration d'une transition dont la durée n'est toujours connue.

Les autres problèmes et risques significatifs rapportés en 2020 sont reconduits pour 2021.

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Les entrepreneurs adoptent une attitude attentiste/réticente pour faire des investissements à long terme (crédit) en raison d'un manque d'expérience avec les mécanismes et produits financiers.	03/02/2019	DEV	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Développement d'outils adaptés d'accès au financement	Assistance technique	30/06/2023	Développement d'outils de facilitation de l'accès au financement. Facilitation de l'accès aux services d'appui technique	En cours
Renforcer le dialogue entre IF/IMF et porteurs de projets à accéder aux crédits	Assistance technique	30/07/2023		En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Faible disponibilité de certains intervenants à mettre en œuvre des approches cohérentes dans une logique de développement durable.	01/04/2019	DEV	Moyen	Faible	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Mettre en place des mécanismes de concertation/harmonisation des démarches entre les différents intervenants	Comité technique	31/12/2022	Concertation périodique avec Projet de relance de la filière ananas Concertation entre bénéficiaires contractants Appui à la réalisation des concertations régionales agricoles (Kindia, Mamou)	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Forte sollicitation du nombre limité d'acteurs clés des différentes filières par un nombre croissant de projets	01/04/2019	DEV	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Mettre en place des mécanismes de concertation/harmonisation des démarches entre les différents intervenants	Comité technique	N/A	Concertations périodiques avec les autres intervenants Participation au groupe thématique Agriculture et sécurité alimentaire	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Marché de travaux infrastructures de stockage réfrigéré / solaire ou mix énergétique : risque d'indisponibilité d'entreprises compétentes pour ces travaux en Guinée	01/04/2020	OPS	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Appui Bruxelles/ EST Infra / Agri ou mobiliser un contrat cadre à distance pour le cahier de charges et short list de bureaux compétents à informer au moment de la publication	Intervention manager	15/06/2020	100% Echange préalable avec EST agri/Infra Option retenue : appui via un contrat cadre à distance	Clos

Identification du problème			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Transition politique de durée inconnue avec suspension de la constitution et des institutions	Septembre 21	Dev	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Poursuivre les actions en cours avec les acteurs locaux établis en dehors de la sphère politique	Intervention Management	NA	En cours	Ouvert

Identification du problème			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Les opportunités d'innovation et de « passage à l'échelle » sont limitées par un secteur privé de très petite taille, peu diversifié et essentiellement informel (90%)	01/07/2019	OPS	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Développer des outils et instruments d'appui aux entreprises de petite et de moyenne taille	Intervention Management	30/06/2023	Bénéficiaires contractants en charge des appuis non financiers mobilisés entre avril et Jun 20. Tous déjà déployés sur le terrain	Ouvert
Renforcer le dialogue public-privé aux niveaux national et local sur le cadre officiel de formalisation	Comité de pilotage	N/A		Ouvert

Identification du problème			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Description du problème	Période d'identification
La création et la formalisation des entreprises sont entravées par un cadre fiscal officiel contraignant	15/04/2019	OPS	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Appui à l'organisation des structures représentatives (fédérations, associations...) et à la concertation au sein du secteur privé afin de leur permettre de peser sur le climat et l'environnement des affaires	Intervention Management	30/06/2023	Processus en cours avec l'appui des bénéficiaires contractants.	En cours
Renforcer le dialogue public-privé aux niveaux national et local	Comité de pilotage	30/06/2023	Processus continu	En cours
Inciter les MPME à se formaliser via les facilités mises en place par l'Etat guinéen	Comité technique	N/A	En lien avec les bénéficiaires contractants en charge des appuis non financiers aux MPME	En cours

Identification du problème			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Description du problème	Période d'identification
La situation du foncier pas toujours lisible crée des risques de récupération / monopolisation des investissements par quelques acteurs et freinent la réalisation des infrastructures structurantes et leur gestion efficace	15/04/2019	OPS	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Vérifier que le statut et la propriété de chaque site permettent un appui éventuel de l'intervention sans risque	Intervention Management	N/A	En cours	Ouvert

Identification du problème			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Description du problème	Période d'identification
Inadéquation entre le cadre juridique Enabel et les options adaptées de facilitation de l'accès au financement	01/07/2019	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statu
Mettre en œuvre les actions autorisées par le cadre auquel Enabel est soumis	Intervention Management	15/04/2021	Subvention adossée au crédit via un appel à proposition de subsides, assistance technique aux IMF via un marché, éducation financière via BC	Ouvert

Identification du problème			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Description du problème	Période d'identification
Assurance agricole peu connue en Guinée	26/02/2020	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Appuyer les initiatives des organisations faitières sur les risques agricoles	ATN Financement	N/A	En cours	Ouvert
Faire connaître les offres d'assurance disponibles aux MPME	ATN Financement	N/A	En cours	Ouvert

Identification du problème			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Description du problème	Période d'identification
Retard dans la mise en œuvre du dispositif de subvention adossée au crédit avec un impact sur l'atteint de l'outcome	01/04/2021	OPS	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Adaptation du mécanisme d'octroi des subventions adossées au crédit	ATN Financement	28/02/2022	Validation du manuel de la subvention adossée au crédit en Janvier 22	Ouvert

Identification du problème			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Description du problème	Période d'identification
Temps limité d'appui pour à la maîtrise de la gestion des chambres froides	01/10/2021	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Anticiper à la gestion des chambres froides et des sites aménagés par des modules de formation en amont / en parallèle de la mise en place	Intervention Manager	31/10/2022	Prévoir un appui à la gestion des chambres froides dans le marché de construction et associer les bénéficiaires contractants à la formation  Appui de la mission d'ingénierie sociale des AHA aux sites retenus avant la réception	Planifié

## 6 Synergies et complémentarités

### 6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Les activités d'appuis non financiers de Entreprena agricole sont bien articulées avec celles de Entreprena féminin (intervention développement de l'entrepreneuriat féminin). Dans une filière et une zone géographique donnée, les appuis délivrés aux entrepreneuses par Entreprena féminin viennent en complément de ceux mis en œuvre par Entreprena (sans distinction de sexe).

Les deux interventions ont mobilisé, via une convention de subvention, un partenaire pour la mise en place d'une subvention d'équipement adossée au crédit. Dans le cadre de la finance inclusive, la mise en place de groupements féminins d'épargne et de crédit a été facilitée par les deux interventions, toujours via une convention de subsides conjointe.

Une mission trimestrielle conjointe (Entrepreneuriat agricole et Entrepreneuriat féminin) de suivi des actions des bénéficiaires contractants est organisée.

Afin d'offrir aux MPME agricoles un accès à des services non financiers non actuellement offerts (par les bénéficiaires contractants, peu disponibles ou peu accessibles financièrement), l'intervention a entrepris de mobiliser des prestataires afin de délivrer ces services à titre pilote. A terme, il est envisagé d'inclure ces services à l'offre de services (accès à l'information, services d'idéation/incubation, mise en relation, réseautage etc) du Hub Entrepreneurial que l'intervention Entrepreneuriat Urbain (EU) est en train de mettre en place à Kindia. Dans cette logique, le Hub Entrepreneurial pourra devenir une plateforme de services variés pour l'ensemble des groupes cibles des interventions - EA, EF, EU et EC – du programme Entreprena.

### 6.2 Avec les projets pour tiers

L'aménagement hydro agricole de Daboya est réalisé par l'Intervention Entrepreneuriat agricole en synergie avec le programme Integra. Entrepreneuriat agricole a mobilisé une entreprise pour la réalisation des travaux. Integra réalise la piste d'accès au site par la mobilisation de jeunes pour les travaux en Haute Intensité de Main d'oeuvre (HIMO). D'autres jeunes du programme Integra sont mobilisés pour certains travaux de l'aménagement hydro agricole, toujours en HIMO : maçonnerie, plomberie, ferrailage, creusement de tranchées. Enfin, certains jeunes du programme Integra intéressés par la production agricole sont placés en stage au sein de l'organisation FEPAF appuyée par l'intervention Entrepreneuriat Agricole.

Photos 13 : Travaux en HIMO de jeunes « Integra » sur le chantier de Daboya



Avec Sanita, la valorisation des composts issus de déchets ménagers dans les exploitations agricoles est envisagée. Cette activité a pris du retard en raison du délai dans le démarrage effectif du “Pilote Compost” de Sanita dans la zone d’intervention de Entrepreneuriat agricole (Kindia). Ajoutons que Entrepreneuriat agricole a facilité les contacts entre Sanita et les partenaires de la recherche agricole, les structures actives dans la valorisation du compost à Kindia.

### **6.3 Autres synergies et complémentarités**

- Synergie avec le projet de relance de la filière Ananas (REFILA) dans l’appui à la filière ananas : appui concerté à la FEPAF, promotion de la culture de l’ananas sous film plastique biodégradable.
- Synergie avec International Trade Center (ITC qui est partie prenante du projet REFILA) pour le développement commercial de l’ananas de Guinée : ateliers conjoints, concertations périodiques pour décider des appuis à la commercialisation de l’ananas
- Synergie avec le COLEACP pour l’élaboration d’un guide de Guide des bonnes pratiques de production de la pomme de terre en Guinée.

## 7 Thèmes transversaux

### 7.1 Environnement et changement climatique

Dans le cadre du développement de pratiques d'agriculture durable, l'ONG RGTA poursuit la promotion et l'utilisation de compost de 21 jours et la traction animale. Son action a été étendue en 2021 à la zone d'influence de la Fédération des Paysans du Fouta Djallon. L'ananas, habituellement produit en monoculture, est maintenant cultivé avec des cultures intercalaires à titre de test par quelques producteurs avec l'accompagnement de RGTA. Ces cultures intercalaires sont des « cash crop » à cycle court ; elles contribuent à soulager les besoins de trésorerie du planteur d'ananas en attendant la récolte (de l'ananas après 16 mois).

Eucord, autre bénéficiaire contractant, travaille en synergie avec le RGTA pour l'adoption de pratiques agricoles durables sur la pomme de terre (labour croisé et enfouissement de la matière organique, hersage etc), l'utilisation raisonnée d'intrants.

Grâce à la facilitation de l'intervention, le service de la protection des végétaux de Mamou a formé 24 auxiliaires de défense des cultures à la protection de l'environnement, particulièrement dans le choix des produits de traitement, leur dosage, les périodes d'application.

Dans le cadre de l'accès à la subvention d'équipement adossée au crédit, une discrimination positive est accordée aux équipements ou biens durables ayant peu ou pas d'impact négatif sur l'environnement.

### 7.2 Genre

L'appui au genre est bien matérialisé dans les synergies entre Entrepreneuriat agricole et Entrepreneuriat féminin que ce soit au niveau des appuis non financiers.

Afin de faciliter l'accès du genre à l'équipement, la subvention d'équipement adossée au crédit est établie sur un taux de base applicable à tous les promoteurs d'entreprises. A ce taux de base, s'ajoutent des taux spécifiques additionnels

- pour les jeunes,
- pour les femmes.

Le premier cycle des Groupements féminins d'épargne et de crédit a touché 1191 femmes et 349 d'entre elles ont pu obtenir des crédits pour réaliser des activités génératrices de revenus.

Notons enfin que la production de pomme de terre, la transformation de l'ananas et de la mangue sont majoritairement réalisées par des femmes.

### 7.3 Digitalisation

La FEPAF a été accompagnée pour l'élargissement de sa plateforme à de nouveaux services de mise en relation entre acteurs de la filière ananas pour l'achat de rejets, la commercialisation de l'ananas fruit, les services d'appui technique (de la FEPAF).

## 7.4 Emplois décents

Enabel prend pour référentiel les 4 axes de l'Agenda du Travail Décent de l'OIT, qui englobe l'accès à un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui touchent à leur vie et l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes

L'essentiel des actions entreprises pour la mise en œuvre de cette intervention s'inscrit dans les 4 axes de l'Agenda du Travail Décent de l'OIT dans la mesure où les renforcements de capacité des bénéficiaires se font sur les besoins identifiés de commun accord avec celles-ci et ces actions permettent d'améliorer leurs revenus, leurs conditions de vie et de travail.

Avec l'appui de l'intervention, les services de la protection des végétaux de Mamou ont formé 24 auxiliaires de défense des cultures à la bonne utilisation des produits phytosanitaires.

La mobilisation d'enfants pour des travaux dangereux, la sécurité des travailleurs sur les chantiers sont des points d'attention qu'il faut rappeler aux entreprises mobilisées dans le contexte guinéen.

## 8 Leçons apprises

### Transfert des infrastructures

Les aménagements hydro agricoles réalisés par le projet DAKMA (fin de projet 2019) n'ont pas été formellement remis aux exploitants à la fin du projet. Certaines de ces infrastructures fonctionnaient bien et pouvaient être transférées à l'époque. D'autres nécessitaient encore quelques travaux. L'idée était donc de procéder à la remise de l'ensemble des infrastructures en même temps. Encore en 2021, l'intervention Entrepreneuriat agricole a dû intervenir pour finir certains travaux d'infrastructure du programme de démarrage de la coopération belge en Guinée. Ces travaux de finition avant remise ont entraîné pour différentes raisons et Enabel continue encore à assumer à elle seule la responsabilité de faire fonctionner les ouvrages. Pour éviter une telle situation, il est nécessaire de procéder à la remise officielle des infrastructures aux récipiendaires aussitôt que les travaux sont achevés et de leur transférer la responsabilité de la gestion (donc des charges et de l'usufruit).

### Appropriation de la gestion durable des infrastructures

La gestion durable des aménagements hydro agricoles est un thème nouveau dans le contexte guinéen. Enabel a lancé une action pilote sur 3 sites en 2020 ; un prestataire international a été mobilisé en 2021 pour renforcer les actions en cours et les étendre sur les autres sites (anciens et nouveaux). Des avancées ont été obtenues mais le retour d'expérience montre que l'accompagnement devra se faire dans la durée, vraisemblablement y compris au-delà du portefeuille actuel.

### Un certain temps est nécessaire à l'efficacité des bénéficiaires contractants

Dans le rapport de résultat 2020, il avait été rapporté qu'il faut un certain temps aux bénéficiaires contractants pour être opérationnels et efficaces sur le terrain. Après une année de mobilisation, la qualité des appuis de nombre de bénéficiaires contractants s'est bien améliorée.

En plus de l'accompagnement de départ du bénéficiaire pour affiner /améliorer sa connaissance du milieu, il faut compter un certain temps pour son efficacité opérationnelle. Ce temps doit pouvoir être intégré dans l'obtention de changements, la production des résultats.

### **Qualité du staff mobilisé dans la mise en œuvre de conventions de subsides**

A la différence des marchés publics, les curriculums vitae du staff mobilisé ou à mobiliser dans les conventions de subsides ne sont pas demandés dans les appels à proposition (de subsides). On peut se retrouver, ainsi après octroi, avec une équipe technique peu au fait des questions à traiter. Ceci est un point d'attention à observer dans le dialogue avec les bénéficiaires contractants, déjà avant la signature des conventions.

### **Qualité des sous-traitants Prestataire de niveau international**

De façon générale, les services rendus par des prestataires de niveau international sont de bonne qualité et peuvent, dans certains cas, être formateurs pour l'équipe de l'intervention. Il est important d'organiser, par exemple en donnant un poids conséquent aux références techniques par rapport au prix, de façon à aboutir au choix de prestataires/entreprises les plus qualifiés.

### **Missions conjointes avec les acteurs de mise en œuvre**

Afin de stimuler l'apprentissage mutuel et la co-construction entre Enabel (les interventions Entrepreneuriat agricole et Féminin) - les bénéficiaires contractants, une mission trimestrielle conjointe de terrain a été organisée après réception et lecture des rapports trimestriels (des bénéficiaires contractants). A cette occasion, une réalisation/une action en cours de chaque bénéficiaire est visitée par le groupe (tous les bénéficiaires contractants et Enabel) et des échanges sont organisés avec les entrepreneurs, les organisations partenaires. S'en suit une journée en salle avec une séance de partage des impressions et des enseignements qui peuvent en être tirés, les possibilités d'utiliser les expériences (démarche, méthodes, outils) ailleurs et leur mise à l'échelle. La 2<sup>ème</sup> partie de la journée est consacrée au partage, par les bénéficiaires contractants, de l'état d'avancement des travaux/réalisations, la programmation pour le trimestre suivant. Un compte rendu est élaboré par Enabel, puis partagé avec tous les participants.

Ces visites et cette journée de partage se sont révélées très utiles pour favoriser l'apprentissage mutuel, la co-construction, l'identification de synergies entre bénéficiaires contractants. Elles sont appréciées par toutes les parties prenantes puisqu'orientées vers l'efficacité opérationnelle.

Les services techniques pertinents pourraient être associés à cet exercice qui pourrait revêtir la forme d'un comité technique. Il faudra veiller à limiter le nombre de participants pour ne pas réduire les échanges.

### **Décision de résiliation de contrats**

La résiliation de contrats est une décision relativement grave. Elle est souvent prise en dernier recours. Dans le cas de la Guinée, le nombre limité d'entreprises qualifiées incite à repousser une telle décision autant que possible. En réalité, la défaillance d'une entreprise intervient après la survenue de faits (staff non disponible à temps, planning d'exécution en retard etc.), d'attitudes qui, mis bout à bout, tendent à converger vers la non délivrance des livrables dans les délais avec la qualité requise. L'Intervention Entrepreneuriat agricole s'est retrouvée dans cette situation en 2021 et il a fallu résilier -trop tardivement- un marché d'études, qui conditionnaient le lancement d'autres marchés. Loin de prôner la résiliation précipitée des contrats, il est nécessaire de réexaminer régulièrement et en équipe, la décision de poursuivre ou non un marché sur la base de faits tangibles dans le contexte guinéen.

## **8.1 Les succès**

### **Les entrepreneurs - producteurs de semences de pomme de terre**

L'appui à la production de semences recyclées de pomme de terre a donné de bons résultats. De 2 producteurs accompagnés en 20/21 dans la zone de Mamou, le bénéficiaire contractant Eucord accompagne désormais 16 producteurs sur une zone plus étendue, y compris dans la zone d'influence de la FPPD (Pita, Timbi Madina). Les semences recyclées produits en mars/avril sont commercialisées en Octobre, période à laquelle les producteurs utilisent de la pomme de terre de consommation comme semence avec des risques importants. L'activité est économiquement profitable et répond aux besoins de nombre de producteurs. La construction de chambres froides solaires, dont le lancement est prévu en 2022, viendra renforcer cette filière semencière locale naissante.

### **Diffusion des bonnes pratiques agricoles**

La diffusion de bonnes pratiques agricoles de production de la pomme de terre a bien progressé en 2022. Grâce au réseau de producteurs leaders (47), plus de 2 000 producteurs et productrices ont eu connaissance, à travers des visites et démonstrations, aux bonnes façons de conduire la culture de la pomme de terre, et ce en utilisant le moins de produits de synthèse (engrais, produits phytosanitaires).

### **Accroissement significative des superficies exploitée de façon durable**

La progression des superficies exploitées de façon durable a bien augmenté en 2021. La diffusion et l'adoption de bonnes pratiques agricoles contribuent au renforcement de systèmes alimentaires durables et à la protection de l'environnement.

### **Conseil de gestion aux exploitations familiales**

Des résultats probants ont été obtenus grâce à l'extension du conseil de gestion à l'exploitation familiale. 74,72% des producteurs de pomme de terre et membres des groupes de conseil de gestion estiment avoir amélioré leurs pratiques agricoles et 40% d'entre eux savent calculer les coûts de production.

## **Edition et diffusion de guide de bonnes pratiques de transformation de l'ananas et de la mangue**

Un guide de bonnes pratiques de transformation de l'ananas et de la mangue en Guinée a été produit et édité grâce à la facilitation de l'intervention. Il vise à fournir, aux transformateurs en activité ou en devenir, aux formateurs et aux services techniques, les bases pour transformer l'ananas, la mangue en produits de qualité. Le guide sera diffusé en 2022.

### **Finance inclusive**

Dans le cadre d'une action conjointe avec Entrepreneuriat féminin, 50 groupements féminin d'épargne et crédit ont été créés. Ils ont proposé des crédits à hauteur de 8 672 euros à 349 femmes, leur permettant ainsi de réaliser des activités économiques.

### **Mise en place de la subvention**

Après les écueils des longues et infructueuses négociations avec UNCDF en 2020, l'intervention a réussi à mobiliser un bénéficiaire contractant pour la mise en place de la subvention d'équipement au crédit et un prestataire pour l'assistance technique aux IMF.

## **8.2 Les défis**

### **Durabilité**

L'intervention doit à présent travailler à renforcer les conditions de durabilité des succès. L'accompagnement non financier est fourni par des bénéficiaires contractants, des prestataires sans aucune contribution des bénéficiaires. Il est nécessaire d'identifier les services porteurs et pour lesquels une offre accessible peut être renforcée au niveau local. Le réseau des business coach, actuellement renforcés par Entrepreneuriat Urbain, peut-être une piste.

Au niveau de l'accès au financement, l'adaptation de produits financiers existants au niveau des IMF aux besoins des MPME agricoles est envisagée. Par contre, le temps sera probablement court pour concevoir, tester et mettre à l'échelle de nouveaux produits. Il serait pertinent de prévoir un appui dans le cadre du portefeuille suivant. Une articulation avec les outils de financement envisagés par Entrepreneuriat Urbain est aussi à envisager.

### **Subvention équipements**

Le dispositif de subvention d'équipement adossé au crédit est favorablement accueilli par les acteurs et MPME actives dans les filières ananas/mangue et pomme de terre. Le bénéficiaire contractant, en discussion avec Enabel, les IMF partenaires, devra enclencher les cycles de financement avec des procédures adaptées (étapes, temps, complexité) de façon à permettre à un nombre significatif de MPME d'améliorer leurs conditions de production avec des équipements appropriés. Les procédures doivent aussi permettre d'écarter les « projets opportunistes » sans lendemain ou qui pourraient se financer par ailleurs.

### **Mise à l'échelle des succès**

La mise à l'échelle de succès comme la production de semences de pomme de terre, l'appropriation de bonnes pratiques agricoles par les producteurs/productrices est un défi non négligeable. Les conditions ayant permis d'obtenir les premiers succès ne sont pas toujours réunies quand on veut passer à l'échelle.

### **Appropriation de la gestion durable des infrastructures**

La gestion durable des aménagements hydro agricoles est un thème nouveau dans le contexte guinéen. Enabel a lancé une action pilote sur 3 sites ; un prestataire international a été mobilisé en 2021 pour renforcer les actions en cours et les étendre sur les autres sites (anciens et nouveaux). Des avancées ont été obtenues mais le retour d'expérience montre que l'accompagnement devra se faire dans la durée, y compris au-delà du portefeuille actuel. Il est important de partager avec les autorités nationales (Ministère de l'agriculture, Direction du Génie Rural) et de façon régulière, les résultats des actions pilotes ; ceci facilitera, le moment venu, les évolutions du cadre légal pour intégrer les dispositions ad hoc requises en matière de gestion durable des aménagements hydro agricoles.

## **8.3 Questions d'apprentissage stratégique**

### **Mobilisation des opérateurs**

Dans le rapport de résultat 2020, il avait été indiqué que « le déploiement d'opérateurs prend en général plus de temps que prévu. Par ailleurs, il leur faut du temps pour devenir réellement opérationnels. Il est nécessaire de les accompagner au lancement de leurs activités ». On peut considérer que cet accompagnement des bénéficiaires contractants est un investissement utile au regard de leur gain d'efficacité opérationnelle après un certain temps. Il faut dire que cet accompagnement est aussi l'occasion d'un « meilleur matching » de l'action du bénéficiaire contractant aux attentes de l'intervention.

### **Transfert d'infrastructure**

Le transfert formel des réalisations en faveur des bénéficiaires doit pouvoir être fait aussi vite que possible après la réception des ouvrages.

### **Outil de financement**

La boîte à outils Enabel en matière de facilitation de l'accès au financement gagnerait à être amélioré. Dans le cas de l'intervention Entrepreneurat agricole, les cibles sont pour l'essentiel des micro et petites entreprises. Les partenaires financiers naturels de ces entreprises sont essentiellement des IMF ; en Guinée, celles-ci sont limitées dans leurs ambitions par la seule

conversion de l'épargne collectée (peu /pas de refinancement). La subvention d'équipement adossée au crédit va certainement faciliter l'accès à l'équipement pour certaines MPME ; mais les IMF pourraient être contraintes par leur faible capacité à engager des crédits sur du moyen terme.

## 8.4 Synthèse des enseignements tirés

<b>Enseignements tirés</b>	<b>Public cible</b>
<i>Prévoir des interactions régulières avec les bénéficiaires contractants en début d'action et leur fournir un certain accompagnement pour accélérer leur opérationnalisation</i>	<i>Enabel</i>
<i>Organiser le transfert formel des réalisations physiques aux récipiendaires aussi vite que les ouvrages sont achevés</i>	<i>Enabel et autorités locales</i>
<i>Prévoir un appui à la gestion durable des infrastructures</i>	<i>Enabel, Etat partenaire</i>

## 9 Pilotage

### 9.1 Modifications apportées à l'intervention

Le pilotage de l'Intervention est organisé à 2 niveaux : pilotage stratégique au niveau du Comité de pilotage et pilotage opérationnel au niveau du Comité technique. Le comité technique a pour objet de faire le suivi opérationnel de l'intervention et de faire des recommandations au comité de pilotage. Il mobilise les services techniques et autres parties pertinentes dans l'exécution de l'intervention. Dans la pratique, l'intervention a initié en 2021 des visites conjointes trimestrielles de terrain avec les acteurs de mise en œuvre. Ces réunions sont appréciées et constituent de bonnes occasions de partage, d'échanges.

### 9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre	Période d'identification	Source
Modification budgétaire pour renforcer les appuis techniques non financiers : transfert de 700 000 de la ligne GIN1701411_A030301/Fonds de garantie/facilité de financement vers les lignes suivantes : GIN1701411_A020101 (Appuis BDS, en aval des filières), pour 250 000, GIN1701411_A020201 (appuis en amont des filières) pour 250 000 et GIN1701411_A020304 (Vulgarisation de l'énergie renouvelable et autres applications innovatrices) pour 200 000	Février 2021	Comité de pilotage

Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Modification budgétaire	RAFI	Avril 21	Réalisé	Terminé

### 9.3 Réorientations stratégiques envisagées

Les visites trimestrielles de terrain avec les acteurs de mise en œuvre, les services techniques pertinents suivies de réunions pour tenir des enseignements peuvent être valablement utilisées comme des réunions du Comité technique. Il est proposé de soumettre cette évolution des modalités de suivi au prochain comité de pilotage.

## 9.4 Recommandations

RAS

Recommandations	Acteur	Date limite
Organiser une visite trimestrielle de terrain avec les acteurs de mise en œuvre, les services techniques suivie d'une réunion d'échange/partage en guise de comité technique	Comité de pilotage	Mai 22

## 10 Annexes

### 10.1 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		✓			
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>					
✓	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
✓	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B	C	D
			✓		
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>					

	<b>A</b>	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
✓	<b>B</b>	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>		
	<b>A</b>	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
✓	<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>		
	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
✓	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

<b>3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
<b>Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
	✓			
<b>3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</b>				
	<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
✓	<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		

<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<b>D</b>	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
<b>3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?</b>	
✓ <b>A</b>	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<b>B</b>	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<b>C</b>	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
<b>D</b>	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

<b>4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfiques d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
<b>Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		✓		
<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>				
<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
✓ <b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>				
<b>A</b>	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			

✓	<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	<b>C</b>	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>		
	<b>A</b>	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
✓	<b>B</b>	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	<b>C</b>	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>		
	<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
✓	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

## 10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

GIN1701411 - Développement de l'Entrepreneuriat Agricole sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou (DEA-CKM)						
	Indicateur valeur baseline	2020	2021		2022	2023
		Indicateur valeur réelle	Indicateur valeur cible	Indicateur valeur réelle	Indicateur valeur cible	Indicateur valeur cible
GIN1701411 - OI : Améliorer de manière inclusive et durable la compétitivité des entrepreneurs actifs dans les filières agricoles prioritaires, sur l'axe C-K-M						
GIN1701411 - Augmentation du chiffre d'affaires des entrepreneurs agricoles et MPME dans la zone d'intervention, venant des ventes de leurs produits (Euros)	14.984.550	14.980.343	16.326.842	27.376.460	28.048.340	28.720.220
GIN1701411 - Volume total de produits exportés, désagrégé par filière (tonnes)	35.762	39.751	38.600	73.405	74.284	75.164
GIN1701411 - R1 : Les besoins de renforcement des filières sont identifiés par des études, la cartographie et la concertation des acteurs afin d'identifier les possibilités d'investissements structurants						
GIN1701411 - Un plan de renforcement des filières est développé et approuvé par les acteurs	0	3	3	3	3	3
GIN1701411 - R2. Les entrepreneurs des filières ont accès à des appuis à l'innovation et à des services de conseil à la gestion technique et économique qui intègrent la dimension de gestion durable des ressources naturelles						
GIN1701411 - Nombre d'hectares exploitées de manière durable dans la zone d'intervention	0	2	130	252	190	250
GIN1701411 - Pourcentage de producteurs/entrepreneurs agricoles actifs au niveau des OP/interprofessions et utilisant les services d'appui mis en place ou renforcés	0	3	18	21	23	25
GIN1701411 - R3 : L'accès des entrepreneurs des filières aux services financiers est amélioré par l'articulation aux fournisseurs et l'introduction de produit financiers innovants						

GIN1701411 - Nombre d'entreprises ou individuels opérant dans les filières qui ont eu accès à un financement	0	0	900	349	1.500	1.600
GIN1701411 - Nombre de nouveaux produits financiers en faveur des entrepreneurs agricoles développés grâce aux appuis du programme	0	0	3	0	3	3
GIN1701411 - R4 : L'environnement des affaires est amélioré et Les relations plus équitable entre les acteurs des filières appuyées						
GIN1701411 - Nombre d'infrastructures publiques structurantes réalisées dans le cadre du renforcement des filières prioritaires	0	0	4	8	13	14
GIN1701411_ Nombre de partenariats commerciaux développés entre intervenants au sein des filières	22	22	40	38	58	76
GIN1701411 - R5: L'accessibilité et l'utilisation de nouveaux outils digitaux par les acteurs locaux sont améliorées						
GIN1701411 - Nombre d'innovations développées et/ou renforcées au sein des filières	0		2	1	3	
GIN1701411 Niveau de l'utilisation des applications digitales par les entrepreneurs/MPME au sein des filières (%)	0	0	10	0	20	30

### 10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

RAS

### 10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	RAS
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Nov/ dec 21 mission sur le terrain, briefing final 24 février, en attente du rapport final
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	20 octobre – 08 novembre mission sur le terrain ; briefing final 16 décembre. Dépôt rapport final 18/01/2022
Missions de backstopping reporté à plusieurs reprises	Juin 21 par EST Infrastructures Eau Octobre 21 par EST Agri 24 février au 06 mars 2022 par EST PSD

## 10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel).

				Budget révisé	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	Exécution au 31.12.2021	% exec	Solde budgétaire	
<b>Activités</b>			<b>Sub activity</b>	<b>10.461.180</b>	<b>221.442,96</b>	<b>1.052.414</b>	<b>2.701.487</b>	<b>3.975.344</b>	<b>38%</b>	<b>6.485.836</b>	
A 01			Résultat 1 : Les besoins de renforcement et les niches de développement des filières ciblées sont identifiés	400.000	63.323,01	80.153	105.929	249.405	62%	150.595	
A	01	01	Cartographie filières, besoins, niches	100.000	60.436,55	6.892	27.400	94.729	95%	5.271	
A	01	01	01	Cartographie participative filières / identification besoins et niches d'intervention	100.000	45.849,86	6.892	23.227	75.969	76%	24.031
A	01	01	02	Concertation pour mise en œuvre des plans d'action		14.586,69	0	4.174	18.760		-18.760
A	01	02		Etudes de faisabilité et concertations entre acteurs pour le ciblage des niches	300.000	2.886,46	73.260	78.529	154.676	52%	145.324
A	01	02	01	Etudes de faisabilité (exemples) : *	250.000	-	54.671	79.088	133.759	54%	116.241
A	01	02	02	Concertations entre acteurs pour le ciblage des niches	50.000	2.886,46	18.589	-778	20.698	41%	29.302
A	01	02	04	Etude sur technologie, matériel/équipements et business model séchage ananas et mangue	50.000	-	0	170	170	0%	49.830
A	01	02	07	Etude sur technologie, matériel/équipements et business model séchage ananas et mangue	50.000	-	0	49	49	0%	49.951
A	02			Résultat 2 : L'accès des entrepreneurs des filières ciblées aux appuis technico-économiques et à l'innovation est amélioré	2.716.000	8.596,18	595.586	812.568	1.416.750	52%	1.299.250
A	02	01		Appuis non-financiers aux MPME et organisations agricoles opérant en aval des filières ciblées	1.096.000	4.177,37	168.901	475.193	648.271	59%	447.729
A	02	01	01	Appuis BDS,	800.000	-	71.984	355.817	427.801	53%	372.199
A	02	01	02	Concertations entre acteurs pour le ciblage des appuis à prioriser	30.000	-	2.900	28.519	31.419	105%	-1.419
A	02	01	03	Renforcement de l'offre (acteurs publics et privés) de services non-financiers en aval de filières ciblées	150.000	-	49.200	26.374	75.575	50%	74.425

A	02	01	04	Prise en charge échanges commerciaux avec missions économiques, participation aux foires, réseautage pour le développement des partenariats privé-privé	50.000	840,24	9.460	0	10.301	21%	39.699
A	02	01	05	ATN – développement des chaînes de valeur	189.300	2.727,62	34.540	56.510	93.778	50%	95.522
A	02	01	06	Investissement ATN développement des chaînes de valeur : équipement bureau, laptop, matériel spécifique)	8.800	547,28	612	597	1.757	20%	7.043
A	02	01	07	Fonctionnement spécifique ATN développement des chaînes de valeur	10.000	62,23	203	7.375	7.641	76%	2.359
A	02	01	08	Expertise ponctuelle/perlée développement secteur privé en aval	150.000	-	0	0	0	0%	150.000
<b>A</b>	<b>02</b>	<b>02</b>		<b>Appuis non-financiers aux MPME et organisations agricoles opérant en amont des filières ciblées</b>	<b>980.000</b>	<b>4.418,81</b>	<b>365.826</b>	<b>182.228</b>	<b>552.472</b>	<b>56%</b>	<b>427.528</b>
A	02	02	01	Appuis par BDS,	600.000	-	289.476	60.227	349.704	58%	250.296
A	02	02	02	Concertations entre acteurs pour le ciblage des appuis à prioriser	30.000	4.389,09	26.651	10.803	41.843	139%	-11.843
A	02	02	03	Renforcement de l'offre (acteurs publics et privés, OP) de services non-financiers en amont de filières ciblées	100.000	-	19.345	45.668	65.013	65%	34.987
A	02	02	04	Poursuivre les l'appui-conseil, l'accompagnement des structures des gestion des infrastructures d'eau potable mission en place par AEPKM (3 ans / 3 réseau / 22.500€ par réseau)	200.000	-	10.442	39.106	49.548	25%	150.452
A	02	02	05	Poursuivre la production des rejets MVA ananas, formation et renforcement de capacités des planteurs (installés / nouveaux) intéressés par une spécialisation : période de 18 mois	70.000	-	2.911	15.264	18.175	26%	51.825
A	02	02	06	Développement et mise en place d'un modèle d'affaire pour l'installation des planteurs spécialisés de la production des rejets MVA (outil inventaire demande / matching demande et offre)	30.000	-	17.001	11.160	28.160	94%	1.840
A	02	02	07	Expertise ponctuelle/perlée développement entrepreneuriat en amont	150.000	29,72	0	0	30	0%	149.970
<b>A</b>	<b>02</b>	<b>03</b>		<b>Promouvoir des innovations agro-environnementales dans le développement des filières ciblées</b>	<b>640.000</b>	<b>-</b>	<b>60.859</b>	<b>155.147</b>	<b>216.006</b>	<b>34%</b>	<b>423.994</b>
A	02	03	01	Renforcer les compétences du staff techniques des fédérations, unions et groupements en matière de pratiques agro écologiques (via dispositif CEP et voyages d'échanges)	90.000	-	6.779	47.233	54.012	60%	35.988

A	02	03	02	Poursuivre la démarche de promotion de la culture attelée / mécanisation intermédiaire hautement appréciées par les producteurs sur les sites aménagés par DAKMA (recommandation MTR)	150.000	-	0	0	0	0%	150.000
A	02	03	03	Poursuivre la démarche de promotion/ diffusion du compost de 21jrs hautement appréciées par les producteurs sur les sites aménagés par DAKMA (recommandation MTR)	100.000	-	31.594	44.886	76.480	76%	23.520
A	02	03	04	Vulgarisation de l'énergie renouvelable et autres applications innovatrices	300.000	-	22.486	63.028	85.514	29%	214.486
<b>A</b>	<b>03</b>			<b>Résultat 3 : L'accès des entrepreneurs des filières aux services financiers est amélioré par l'articulation des fournisseurs de services et l'introduction des produits financiers innovants</b>	<b>2.606.000</b>	<b>50.338,75</b>	<b>42.085</b>	<b>511.846</b>	<b>604.271</b>	<b>23%</b>	<b>2.001.730</b>
A	03	01		Diagnostic des raisons du faible financement des filières ciblées	60.000	40.503,68	11.923	1.064	53.490	89%	6.510
A	03	01	01	Etude pour documenter les raisons du faible financement des filières ciblées	60.000	40.503,68	11.923	1.064	53.490	89%	6.510
A	03	02		<b>Améliorer au niveau des IF/IMF, l'offre de produits financiers adaptés aux besoins des filières et renforcer leur expertise technique et financière</b>	<b>80.000</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>143</b>	<b>143</b>	<b>0%</b>	<b>79.857</b>
A	03	02	01	Sélection par l'intervention sur base d'un appel d'offre (critères : expérience dans le domaine, capacité de mise en œuvre...) du ou des partenaires financiers clés (IF/IMF) pouvant bénéficier de l'assistance technique	20.000	-	0	0	0	0%	20.000
A	03	02	02	Expertise technique visant à développer des produits financiers des IF/IMF sélectionnées, adaptés aux besoins des filières, ainsi qu'à améliorer leurs pratiques et outils de manière à renforcer leur compétitivité	60.000	-	0	143	143		59.857
<b>A</b>	<b>03</b>	<b>03</b>		<b>Des mécanismes de financement permettant de réduire les risques des IF/IMF et de soutenir l'investissement dans les filières sont développés</b>	<b>2.466.000</b>	<b>9.835,07</b>	<b>30.162</b>	<b>510.640</b>	<b>550.637</b>	<b>22%</b>	<b>1.915.363</b>
A	03	03	01	Fonds de garantie et facilité de soutien à l'investissement : gestion par un opérateur privé ou public (contracté via appel à proposition), qui est habilitée d'octroyer des subsides à des entreprises	1.900.000	-	4.909	480.455	485.364	26%	1.414.636
A	03	03	02	coûts de l'organisation des appels à projets des initiatives entrepreneuriales à financer	50.000	-	0	0	0	0%	50.000

A	03	03	03	ATN – Financement des entrepreneurs agricoles	97.200	9.138,83	22.108	27.615	58.861	61%	38.339
A	03	03	04	Investissement ATN Financement des entrepreneurs agricoles : équipement bureau, laptop, matériel spécifique)	8.800	556,58	3.146	299	4.001	45%	4.799
A	03	03	05	Fonctionnement spécifique ATN Financement des entrepreneurs agricoles	10.000	139,66	0	2.271	2.411	24%	7.589
A	04			<b>Résultat 4 : L'environnement des affaires et la gouvernance des filières ciblées sont améliorés à travers une meilleure articulation des acteurs et la réalisation des investissements structurants</b>	4.299.180	98.832,36	334.591	1.262.535	1.695.959	39%	2.603.221
A	04	01		Professionnaliser les espaces de concertation au sein des filières ciblées	180.000	-	22.338	47.153	69.491	39%	110.509
A	04	01	01	Animation/accompagnement du processus de concertation / accompagnement de la mise en place des Agri-innovation Hub	100.000	-	5.280	32.883	38.163	38%	61.837
A	04	01	02	Pilotage des espaces de concertation (organisation/suivi sessions)	80.000	-	17.058	14.270	31.328	39%	48.672
A	04	02		Appuyer les entités déconcentrées du Ministère de l'agriculture dans le pilotage et le monitoring des stratégies sectorielles pertinentes	150.000	-	7.338	88.826	96.164	64%	53.836
A	04	02	01	Réunions, études, petits moyens de fonctionnement pour assurer des tâches de pilotage et de monitoring	150.000	-	7.338	88.826	96.164	64%	53.836
A	04	03		Réaliser des investissements structurants prioritaires identifiés au sein des espaces de concertation	3.969.180	98.832,36	304.915	1.126.557	1.530.304	39%	2.438.876
A	04	03	01	Financement des investissements structurants nécessaires au développement des filières et à l'amélioration du maillage territorial des infrastructures publiques	<b>3.750.620</b>	<b>68.364,77</b>	<b>205.787</b>	<b>1.101.568</b>	<b>1.375.720</b>	<b>37%</b>	<b>2.374.900</b>
A	04	03	02	Ensemble des opérations de préparation de ces investissements tel que diagnostics, réunions (concertation, restitution..), visites de terrain, études de pré-faisabilité... Concertation des acteurs, plans d'actions, appui aux actions de plaidoyer, développements des outils	80.000	30.467,59	76.977	448	107.892	135%	-27.892
A	04	03	07	ATN - Infrastructures partagé - Pilier 1	46.460	-	22.150	24.542	46.692	100%	-232
A	05			<b>Résultat 5 : : L'accessibilité et l'utilisation de nouveaux outils digitaux par les acteurs locaux sont améliorées</b>	440.000	352,66	-	8.608	8.961	2%	431.039
A	05	01		Renforcer l'offre de services numériques et former à leur utilisation en vue d'améliorer la compétitivité des chaînes de valeur prioritaire	330.000	352,66	-	5.760	6.113	2%	323.887
A	05	01	01	Développer la stratégie et le plan d'action	80.000	-	0	0	0	0%	80.000
A	05	01	02	Equipements NTIC en fonction des besoins identifiés	200.000	352,66	0	5.692	6.044	3%	193.956
A	05	01	03	Analyse/diagnostic (collecter et analyser les données)	50.000	-	0	69	69	0%	49.931
A	05	02		Analyser les besoins d'informations de prix et marchés	110.000	-	0	2.848	2.848	3%	107.152

A	05	02	01	Mise en œuvre d'un dispositif SIM performant	110.000	-	0	2.848	2.848	3%	107.152
X				<b>Réserve budgétaire (max 5% * total activités)</b>	-			<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>
Z				<b>Moyens généraux</b>	<b>1.038.820</b>	<b>131.547,28</b>	<b>234.312</b>	<b>220.393</b>	<b>586.253</b>	<b>56%</b>	<b>452.567</b>
<b>Total général</b>					<b>11.500.000</b>	<b>352.990,24</b>	<b>1.286.726,68</b>	<b>2.921.880</b>	<b>4.561.597</b>	<b>40%</b>	<b>6.938.403</b>

## 10.6 Ressources en termes de communication

1. [Vidéo témoignage programme résilience/covid-19](#)
2. [Guide de bonnes pratiques de transformation de l'ananas et de la mangue](#)
3. [Relance de la filière mangue : la Coopération belge soutient le recensement et le géo-référencement des plantations de manguiers dans la région de Kindia.](#)
4. [Kindia : réalisation d'aménagements hydro-agricoles de 60 hectares et d'une piste rurale de plus de 3 km](#)
5. [Kindia: enabel équipe la FEPAF-BG en engins roulants et en matériel informatique](#)
6. [La Guinée absente dans le marché de l'ananas : Les autorités et les partenaires s'activent pour le retour rapide](#)